

**CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR**  
**SAMEDI 22 FÉVRIER 2025 A 9H30**

**N° 25 02 11**

**Rapporteur : Christine MOREL**

**INTERCOMMUNALITÉ**

**Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole**

**Budget Primitif 2025**

**. Communication**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**  
**CONSEIL MUNICIPAL D'HARFLEUR**  
**SAMEDI 22 FÉVRIER 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-deux février à neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Ville d'Harfleur légalement convoqué le quatorze février deux mille vingt-cinq s'est réuni à la Mairie d'Harfleur, dans la salle du Parc – Centre Françoise Dolto.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, la séance est publique.

Madame Christine MOREL, Maire, présidant la séance procède tout d'abord à l'appel nominal auquel répondent :

**PRÉSENTS** : Mme Christine MOREL, Mme Sylvie BUREL, M. Dominique BELENGER, Mme Justine DUCHEMIN, M. Anthony DE VRIES, M. Loïc JAMET, Mme Sabrina LEFEBVRE, M. Ousmane NDIAYE, Mme Marjorie BELLENGER, M. Gilles DON SIMONI, M. Jean-Pierre PEDRON, Mme Nathalie JARROUSSE, M. Hervé TOULLEC, Mme Aurélie REBEILLEAU, M. Franck GROUSSARD, M. Pierre GRISEL (à partir du point n° 25 02 06).

**ABSENTS EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION** : Mme Sylvie DUCOEURJOLY à Mme Sylvie BUREL, M. José GUTIERREZ à M. Gilles DON SIMONI, Mme Élise ROGER à Mme Marjorie BELLENGER, M. Yoann LEFRANC à M. Loïc JAMET, M. Nicolas NOUAILHAS à M. Ousmane NDIAYE, Mme Sylvie ROGER à Mme Justine DUCHEMIN, Mme Coralie FOLLET à M. Franck GROUSSARD, Mme Julie LETHEUX à Mme Aurélie REBEILLEAU.

**ABSENTS EXCUSÉS SANS PROCURATION** : Mme Julie LEMARCIS, Mme Yvette ROMERO, Mme Cindy EVRARD, M. Pierre GRISEL (jusqu'au point 25 02 05).

**ABSENTS** : M. Samuel LEROY, Mme Sophie BOUJOU (née VIVIER).

**Conseillers Municipaux :**

Conseillers Municipaux en exercice = 29	Ouverture séance	A partir du point N° 25 02 06
Présents	15	16
Procurations	8	8
Absents excusés	4	3
Absents	2	2
Votants	23	24

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-217603414-20250222-2502-11-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/02/2025

Publication : 27/02/2025



**Mesdames, Messieurs,**

Au cours de sa séance du 19 décembre 2024, le Conseil Communautaire de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole a adopté le Budget Primitif de l'exercice 2025 du budget principal et des budgets annexes.

Ainsi conformément aux dispositions de l'article L. 5212-22 et du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président de la Communauté Urbaine nous a adressé un exemplaire de ce Budget Primitif 2025 afin de le communiquer aux membres du Conseil Municipal.

La présentation synthétique de ce Budget Primitif est jointe à la présente délibération. Cependant, dans le cadre du développement de la dématérialisation, les documents relatifs à ce Budget Primitif sont disponibles sur :

- le site internet de la communauté urbaine : [Budgets Primitifs | Le Havre Seine Métropole \(lehavreseinemetropole.fr\)](https://budgets.primitifs.lehavreseinemetropole.fr)

**En conséquence, compte tenu de ces éléments d'information, il vous est proposé de prendre acte de la communication suivante :**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 5212-22,**

**VU la loi portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales,**

**CONSIDÉRANT que le Conseil Communautaire du 19 décembre 2024 a adopté le Budget Primitif 2025 et la note synthétique de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole,**

**VU l'avis du Bureau Municipal du 10 février 2025,**

**PREND ACTE**

- **des informations relatives au Budget Primitif 2025 de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales.**

*Le Maire certifie avoir communiqué les conclusions de ce rapport.  
Fait et délibéré en l'Hôtel de ville d'Harfleur les jours et ans sus indiqués  
Pour extrait certifié conforme  
Christine MOREL  
Maire,*



Délais et voie de recours :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.



# PRESENTATION SYNTHETIQUE DU BUDGET PRIMITIF 2025

## Table des matières

1	Eléments de contexte et priorités du budget .....	3
1.1	La Communauté urbaine et ses domaines d'intervention .....	3
1.2	Les objectifs et priorités du budget 2025 de la Communauté Urbaine .....	3
1.3	Les éléments particuliers prises en compte pour construire le BP 2025 .....	3
1.4	Le projet de loi de finances 2025 .....	4
2	Présentation des montants budgétaires par politique publique de la communauté .....	6
2.1	Répartition des recettes réelles de fonctionnement par origine .....	6
2.2	Répartition des dépenses réelles de fonctionnement par politique publique .....	6
2.3	Répartition des dépenses réelles d'investissement par politique publique .....	7
2.4	Répartition des recettes réelles d'investissement par origine .....	8
3	Le budget principal .....	9
3.1	En section de fonctionnement .....	9
3.1.1	<i>Les recettes réelles de fonctionnement .....</i>	<i>9</i>
3.1.2	<i>Les dépenses réelles de fonctionnement .....</i>	<i>11</i>
3.2	Les dépenses réelles d'investissement et le financement de la section d'investissement...	16
3.3	Les relations avec les communes de l'EPCI .....	17
3.3.1	<i>La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées et les attributions de compensation.....</i>	<i>17</i>
3.3.2	<i>La dotation de solidarité communautaire (DSC) .....</i>	<i>18</i>
3.3.3	<i>Le fonds de concours à l'investissement et le fonds de concours destiné aux équipements sportifs</i>	<i>18</i>
3.4	Les relations entre le budget principal et les budgets annexes .....	18



4	Le budget des transports publics .....	19
4.1	En section de fonctionnement .....	19
4.1.1	<i>Les recettes réelles de fonctionnement</i> .....	19
4.1.2	<i>Les dépenses réelles de fonctionnement</i> .....	20
4.2	Les dépenses réelles d'investissement et le financement de la section d'investissement... 20	
5	Le budget collecte et recyclage.....	21
5.1	En section de fonctionnement .....	22
5.1.1	<i>Les recettes réelles de fonctionnement</i> .....	22
5.1.2	<i>Les dépenses réelles de fonctionnement</i> .....	23
5.2	Les dépenses réelles d'investissement et le financement de la section d'investissement... 24	
6	Le budget de l'eau potable .....	24
6.1	En section de fonctionnement .....	25
6.1.1	<i>Les recettes réelles de fonctionnement</i> .....	25
6.1.2	<i>Les dépenses réelles de fonctionnement</i> .....	25
6.2	Les dépenses réelles d'investissement et le financement de la section d'investissement... 26	
7	Le budget de l'assainissement .....	26
7.1	En section de fonctionnement .....	27
7.1.1	<i>Les recettes réelles de fonctionnement</i> .....	27
7.1.2	<i>Les dépenses réelles de fonctionnement</i> .....	27
7.2	Les dépenses réelles d'investissement et le financement de la section d'investissement... 28	
8	Le budget de l'eau en zone industrielle .....	28
8.1	En section de fonctionnement .....	28
8.1.1	<i>Les recettes réelles de fonctionnement</i> .....	28
8.1.2	<i>Les dépenses réelles de fonctionnement</i> .....	29
8.2	Les dépenses réelles d'investissement et le financement de la section d'investissement... 29	
9	Les budgets annexes des zones et parcs d'activités et des opérations immobilières.....	29
9.1	En section de fonctionnement .....	30
9.1.1	<i>Les recettes réelles de fonctionnement</i> .....	30
9.1.2	<i>Les dépenses réelles de fonctionnement</i> .....	30
9.2	Les dépenses réelles d'investissement et le financement de la section d'investissement... 30	
10	Les dépenses de personnel.....	31
10.1	Tableau des effectifs.....	31
10.2	Budget 2025, éléments exogènes et adaptation aux projets de la communauté urbaine :. 32	
11	Les caractéristiques de l'endettement .....	33
12	L'épargne brute, l'épargne nette et la capacité d'autofinancement.....	35
13	Tableaux de synthèse des dépenses et des recettes.....	37



L'article L2313-1 du code général des collectivités territoriales, modifié par la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 prévoit qu'« une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux ».

## **1 Eléments de contexte et priorités du budget**

### **1.1 La Communauté urbaine et ses domaines d'intervention**

La Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole, forte d'une population de près de 270 000 habitants, est le fruit d'un regroupement de 54 communes autour de multiples compétences dont la gestion des transports, des déchets, de la voirie, de l'eau potable et l'assainissement, du développement économique, de l'aménagement, de l'urbanisme, du tourisme, de la santé et des risques majeurs entre autres.

### **1.2 Les objectifs et priorités du budget 2025 de la Communauté Urbaine**

En matière d'investissement et de fonctionnement, le budget 2025 confortera les ambitions et obligations du territoire :

- décarbonation et accélération de la transition énergétique ;
- actions en faveur de la biodiversité ;
- renforcement de l'attractivité et de l'attrait économique et touristique ;
- poursuite des actions en matière de santé ;
- accompagnement du territoire rural pour une présence en proximité ;
- gestion d'équipements sportifs et culturels d'intérêt communautaire ;
- accompagnement financier des communes ;
- prévention des risques majeurs ;
- développement du territoire à travers les services publics majeurs qu'assume la Communauté urbaine dans les domaines de l'eau (avec des investissements conséquents pour capter, préserver la ressource en eau, tout en investissant dans des ouvrages visant à réduire les risques d'inondation), des déchets (avec, entre autres, le renouvellement à terme de tous les centres de recyclage des déchets sur le territoire) et les transports publics (lancement des travaux de la 3ème ligne du tramway).

### **1.3 Les éléments particuliers prises en compte pour construire le BP 2025**

#### **➤ L'inflation**

Le Projet de loi de finances 2025 anticipe que l'inflation va continuer à décroître pour atteindre 1,8% en 2025 contre 2,6% en 2024.

Les hausses de tarifs, prestations connues ces deux dernières années et impactant les dépenses de la Communauté urbaine devraient donc diminuer et revenir à des niveaux connus avant 2023.



#### ➤ Le coût des fluides

Concernant les fluides, les prix très volatils ont baissé significativement mais sans retrouver le niveau d'avant la crise. A volume constant, la baisse devrait se situer entre 20 et 30% par rapport à 2024. Les prix restent néanmoins presque deux fois supérieurs au niveau de 2022 sachant par ailleurs que l'Etat continue d'augmenter les taxes chaque année.

#### ➤ Le coût des assurances

La hausse des primes des contrats d'assurance, des franchises, voire l'impossibilité de s'assurer pour les collectivités est une problématique qui touche le territoire entier et toutes les collectivités territoriales.

Cette dégradation des conditions d'assurance est due principalement à la rentabilité des contrats pour les compagnies. Le rapport entre les frais de gestion et le coût des sinistres sur le total des primes encaissées est aujourd'hui de plus de 130% sur les contrats d'assurances des collectivités territoriales avec une augmentation de près de 50% de la charge globale des sinistres en moyenne.

En 2025, les charges d'assurance vont doubler au niveau de l'ensemble des budgets de la Communauté urbaine passant d'environ 950 K€ à près de 1,9 M€ dont 1,1 M€ sur le budget principal.

#### ➤ Les taux d'intérêts

Sur le plan macro-économique, les taux d'intérêts devraient continuer à baisser sans revenir au niveau connu avant 2022. Sur la fin de l'année 2024, cette baisse des taux a effectivement débuté mais elle a été compensée par une hausse des taux de marge des banques. La Communauté urbaine devrait donc emprunter à des taux moins élevés en 2025 qu'au cours des deux dernières années, même si les niveaux resteront élevés et pèseront sur sa situation financière.

### **1.4 Le projet de loi de finances 2025**

Le Gouvernement fait reposer le projet de loi de finances pour 2025 sur une hypothèse de croissance de 1,1 % en 2025 dans un contexte d'efforts importants visant au redressement des comptes publics.

Le Ministre de l'Économie, des Finances et de l'industrie et le Ministre auprès du Premier Ministre chargé du Budget et des Comptes publics ont présenté le 10 octobre, en Conseil des ministres, le projet de loi de finances (PLF) pour 2025.

Le PLF 2025 a différents objectifs dont celui de redresser les comptes publics dès 2025 en réalisant un effort de 60 Milliards d'euros pour ramener le déficit à 5% du PIB en 2025.

Pour cela, le Gouvernement entend associer les collectivités locales à ces économies à hauteur de 5 Milliards d'euros. A cela s'ajouterait une réduction des crédits alloués au fonds vert qui baisserait de 2,5 Milliards d'euros en 2024 à 1 milliard d'euros en 2025.

#### ➤ La dotation globale de fonctionnement

Le PLF 2025 prévoit une Dotation Globale de Fonctionnement d'un peu plus de 27 Milliards d'euros stable par rapport à 2024 et donc bien en-dessous du niveau d'inflation prévu. Au sein de cette DGF, l'Etat prévoit une forte croissance des variables d'ajustement à hauteur de 487 M€. Dans les faits, cette



forte hausse des variables d'ajustement induirait non pas une stabilité de la DGF pour la Communauté urbaine mais une baisse par rapport à 2024.

➤ Le fonds vert et le « verdissement » des dotations

Le fonds vert serait en forte baisse passant de 2,5 milliards d'euros en 2024 à 1 milliard d'euros en 2025.

➤ Des mesures très fortes impactant financièrement les collectivités dont la Communauté urbaine

- La hausse annoncée du taux de CNRACL de 4 points dès 2025 entièrement à la charge de l'employeur. A cette hausse s'ajoutent deux nouvelles augmentations des taux de CNRACL de 4 points en 2026 et en 2027.
- Les fractions de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectées aux collectivités seraient égales au montant versé en 2024 (qui sera lui déjà bien inférieur à celui indiqué par le Gouvernement en 2024). Dans les faits la Communauté urbaine perdrait la dynamique de cette recette déjà surévaluée par le Gouvernement en 2024.
- Le taux du Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) serait ramené de 16,404% à 14,85% impactant à la hausse le coût des investissements ;
- Le FCTVA ne serait plus éligible aux dépenses de fonctionnement ;
- La mise en place d'un fonds de précaution par prélèvement sur les recettes dont l'estimation réalisée par l'association des Intercommunalités de France prévoit qu'elle s'élève à hauteur de 3,3 M€ (données « compte administratif 2023 ») pour la Communauté urbaine.

Ces mesures, si elles sont adoptées, impacteraient principalement le budget principal mais aussi les autres budgets de la Communauté urbaine (via les mesures sur le FCTVA et sur la CNRACL entre autres).

A ce stade, l'impact en fonctionnement en tenant compte y compris de l'estimation erronée de TVA faite par l'Etat en 2024 qui impacte le budget 2025 est estimé à plus 9 M€ en 2025 et 0.8 M€ en investissement pour le budget principal. A cela s'ajoutent plus de 0.5 M€ de coût salarial, 0,3 M€ de perte de FCTVA en fonctionnement et 0,6 M€ de perte de FCTVA en investissement sur les budgets annexes.

Mais cette estimation pourrait fortement évoluer en fonction de ce qui sera effectivement voté lors de l'adoption de la loi de finances 2025.

Ces propositions du Gouvernement étant connues, elles ont été prises en compte au stade du budget primitif 2025. Les budgets 2025 seront rectifiés ou non en fonction des décisions prises par le Gouvernement.

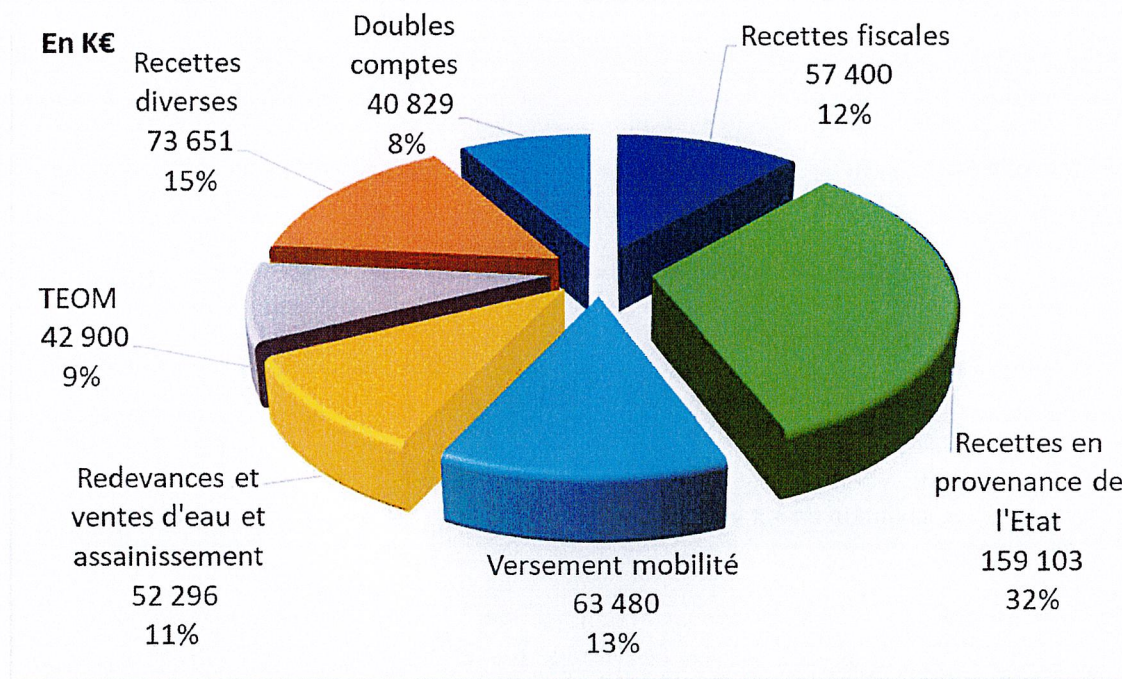
Il convient par ailleurs de préciser que le Gouvernement n'a pas communiqué pour le moment sur les mesures pour les années suivantes (en dehors de la hausse des cotisations de CNRACL), ce qui rajoute de l'incertitude pour les collectivités et complexifie la prise de décision sur la poursuite de politiques publiques sur du long terme et la réalisation d'investissements lourds.



## 2 Présentation des montants budgétaires par politique publique de la communauté

### 2.1 Répartition des recettes réelles de fonctionnement par origine

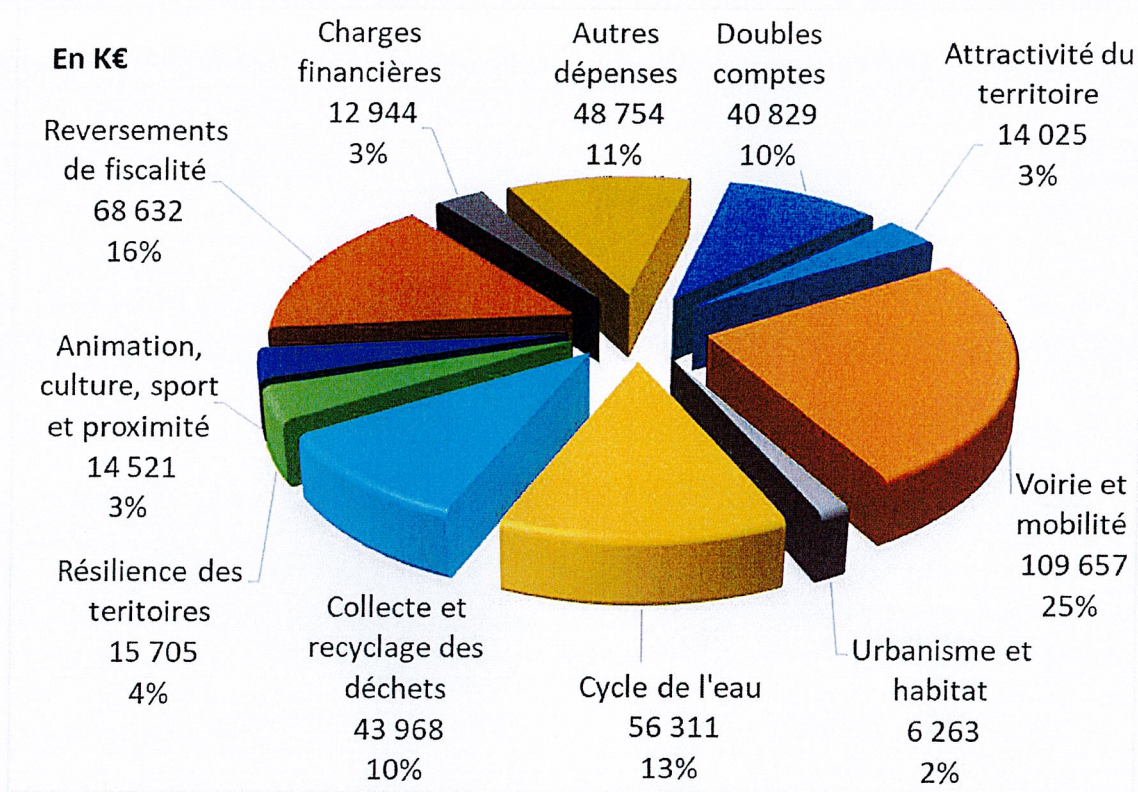
Le total des recettes réelles de fonctionnement – tous budgets confondus - s'élève à 489 659 K€ en 2025 contre 487 926 K€ en 2024.



### 2.2 Répartition des dépenses réelles de fonctionnement par politique publique

Le total des dépenses réelles de fonctionnement – tous budgets confondus - s'élève à 431 609 K€ contre 432 093 K€ en 2024.





### 2.3 Répartition des dépenses réelles d'investissement par politique publique

Le total des dépenses de la section d'investissement - tous budgets confondus - s'élève à 331 156 K€ (234 964 K€ au BP 2024) et correspondent aux dépenses suivantes :

- Programme d'équipement : 290 686 K€ au BP 2025 contre 196 207 K€ au BP 2024
- Remboursement de la dette : 31 679 K€ au BP 2025 contre 31 021 K€ au BP 2024
- Doubles comptes : 1 217 K€ au BP 2025 contre 1 574 K€ au BP 2024
- Dépenses diverses : 7 574 K€ au BP 2025 contre 6 162 K€ au BP 2024

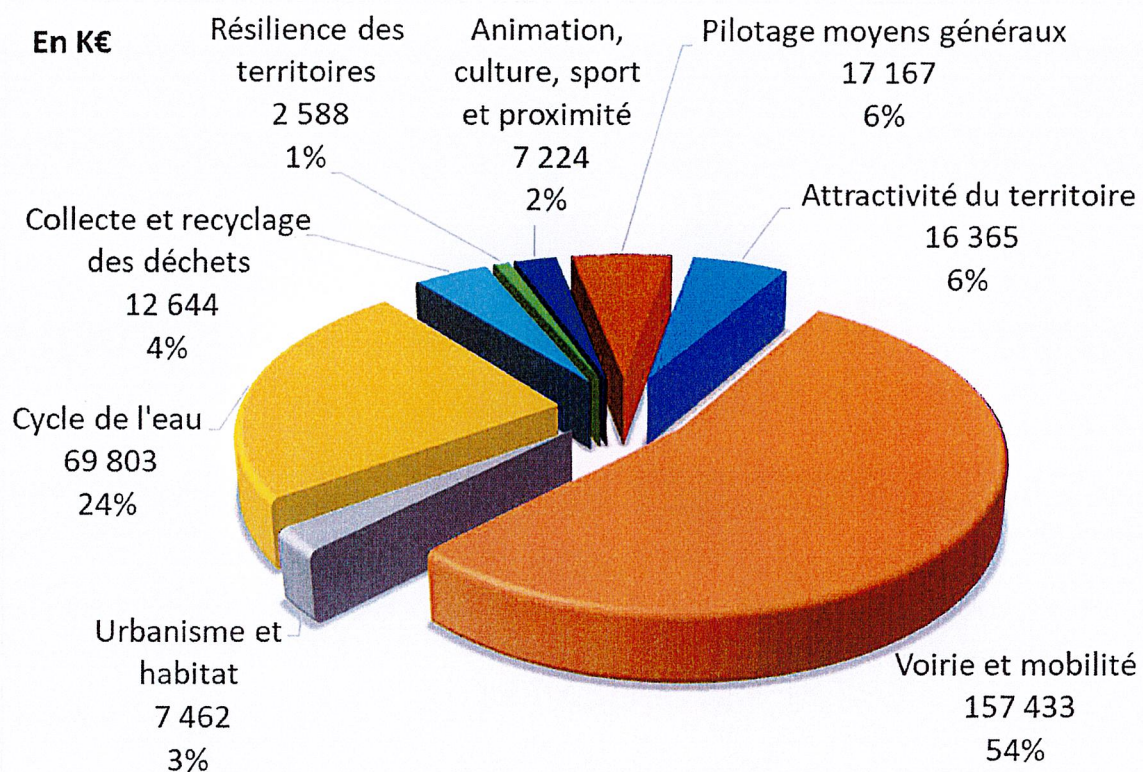
Les doubles comptes sont des flux financiers que l'on retrouve en dépense dans un budget et en recette dans un autre. Il s'agit des dépenses suivantes :

- Le versement d'avances du budget principal aux budgets des zones d'activité pour 483 K€ ;
- Le remboursement des avances des zones d'activité au budget principal pour 163 K€ ;
- Les investissements dans le centre technique communautaire (CETCO) pour 571 K€ relevant du programme d'équipement (investissements payés par un budget et refacturé à d'autres budgets qui utilisent ce bâtiment technique).

Les dépenses diverses concernent principalement la part de la taxe d'aménagement, la prise de participation dans la Société d'Economie Mixte « Axe Seine Énergies Renouvelables » (SEM ASER), l'avance de trésorerie à la SHEMA pour Le Havre Plateau dans le cadre du contrat de concession d'aménagement et les cautions.

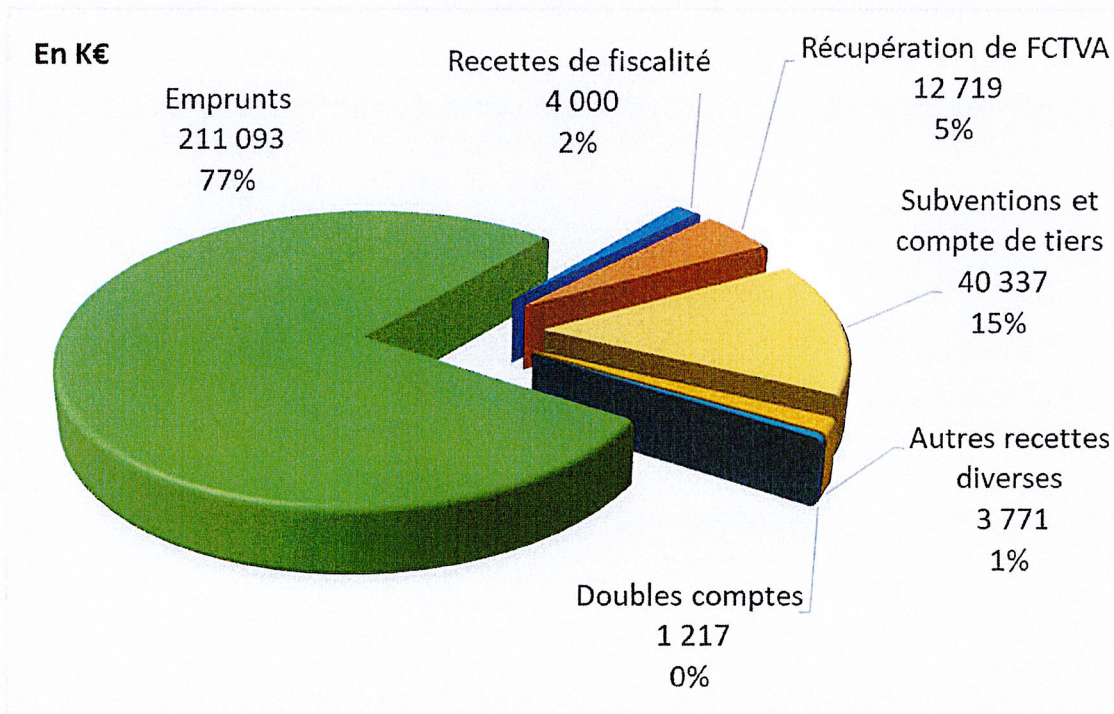
Le programme d'équipement est réparti comme suit (en K€) :





#### 2.4 Répartition des recettes réelles d'investissement par origine

Le total des recettes réelles d'investissement – tous budgets confondus - s'élève à 273 137 K€ contre 179 163 K€ en 2024.





La différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement constitue l'épargne brute. Cette épargne doit couvrir les opérations d'ordre, dont la principale est constituée des dotations aux amortissements, et qui constituent une recette d'investissement participant au financement de la section d'investissement.

### **3 Le budget principal**

#### **3.1 En section de fonctionnement**

##### **3.1.1 Les recettes réelles de fonctionnement**

Les recettes réelles du budget principal s'élèvent à 246 604 K€ (contre 244 288 K€ au BP 2024). Elles sont constituées principalement :

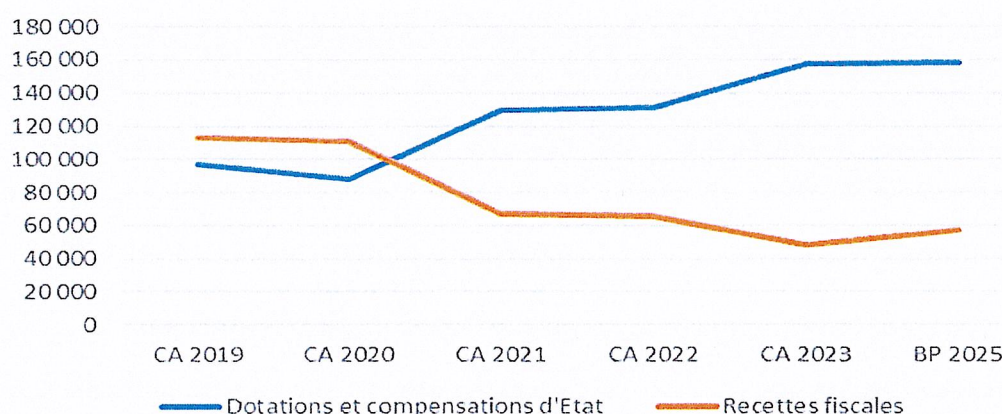
- Des recettes fiscales pour 57 400 K€ au BP 2025 (53 140 K€ au BP 2024). Ces recettes fiscales se décomposent comme suit :
  - La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) : La CFE est estimée à 45 900 K€ pour 2025. Pour rappel, depuis 2021 et dans le cadre de la baisse des impôts de production, l'Etat a réduit de moitié la CFE des établissements industriels en compensant les « pertes de recettes » pour les EPIC. La compensation 2025 est estimée à 19 200 K€. Le produit total (recettes CFE + compensation) est estimé à 65 100 K€ (soit une hausse de 8,6% par rapport à 2024). Cette hausse s'explique principalement par la hausse du taux de CFE prévue sur 2025 (le taux passant de 25,32% à 26,66% - lissage jusqu'en 2030), par la revalorisation forfaitaire des bases liée à l'inflation (estimée à + 1,7% hors locaux professionnels) et par la hausse du barème des bases minimums votée par la Communauté urbaine le 4 juillet 2024.
  - Le produit de l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) est estimé à 5 750 K€ en 2025 contre 5 650 K€ en 2024 (+1,7%).
  - Le produit de taxe additionnelle à la Taxe Foncière Non Bâtie est estimé à 200 K€ en 2025, soit une stabilité par rapport à 2024. La Communauté urbaine ne dispose pas de pouvoir de taux sur cette part de fiscalité transférée du département et de la région à la suite de la réforme de la taxe professionnelle.
  - Le produit de taxe d'habitation sur les résidences secondaires est estimé à 1 550 K€ en 2025. Le taux de taxe d'habitation ne s'applique plus que sur les bases des résidences secondaires et des locaux vacants. Depuis 2021, la Communauté urbaine perçoit une fraction de TVA nationale en remplacement du produit de la taxe d'habitation sur les résidences principales.
  - Le produit de la Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM) est estimé à 4 000 K€ en 2025 contre 3 990 K€ en 2024. Cette stabilité s'explique par la normalisation de l'inflation et le contexte moins porteur pour les principaux redevables, en particulier pour les hypermarchés.



Il est à noter que les recettes fiscales tendent à diminuer depuis plusieurs années du fait des diverses décisions de l'Etat. Elles ne représentent, en 2025, qu'un peu plus de 23% des recettes réelles de fonctionnement du budget principal.

Cette tendance forte amorcée depuis quelques années rend la Communauté urbaine de moins en moins indépendante financières et inversement de plus en plus dépendante des décisions financières de l'Etat (en 2025, les recettes estimées de l'Etat représentent 64% des recettes du budget principal).

### Evolution des recettes, dotations et reversement de l'Etat depuis 2019



Pour 2025, la Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole prévoit les taux ci-dessous :

	2024	2025
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (lissage de taux jusqu'en 2025)	8,43 %	8,43 %
Cotisation Foncière des Entreprises (lissage de taux jusqu'en 2030)	25,32 %	26,66 %
Taxe foncière sur les propriétés bâties	0 %	0 %
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	0 %	0 %
Versement mobilité	2 %	2 %

\* Il est précisé qu'un lissage des écarts de taux de Cotisation Foncière des Entreprises est en cours pour converger vers un taux unique en 2030, soit la durée maximale de 12 ans de lissage.

Pour information, le coefficient multiplicateur de TASCOT (Taxe sur les surfaces commerciales) applicable est de 1,20 pour toutes les communes à partir de l'année 2025.

➤ Les recettes en provenance de l'Etat (157 951 K€) comprennent :

- Les compensations de taxe professionnelle, estimées à 53 499 K€ au BP 2025 soit 1 591 K€ de moins qu'en 2024 (-3%) en lien avec les propositions du projet de loi de finances 2025 ;



- La dotation globale de fonctionnement et autres dotations de compensation, budgétées à hauteur de 46 210 K€ au BP 2025 contre 44 935 K€ au BP 2024 ;
- Les recettes de TVA sont estimées à hauteur de 56 573 K€ au BP 2025 contre 58 800 K€ au BP 2024 (soit une baisse de 2 227 K€ de BP à BP). L'évolution de la TVA est bien moins dynamique que prévue en raison du contexte économique qui s'est dégradé en 2024. Alors que l'Etat prévoyait en début d'année un montant global de 59,4 M€ pour les fractions de TVA de la Communauté urbaine, la notification actualisée de novembre (non-définitive) mentionne un montant de 56,6 M€. De plus, le projet de loi de finances pour 2025 prévoit un gel des fractions de TVA en 2025. Les montants prévus pour 2025 sont donc identiques à ceux prévus en 2024 :
  - Contrepartie de la suppression des recettes de taxe d'habitation sur les résidences principales : 32 138 K€ en 2025 ;
  - Contrepartie de la suppression de la CVAE : 24 435 K€ en 2025
- La Dotation Générale de décentralisation (DGD) relative à l'hygiène pour 1 669 K€ (montant identique au BP 2024).
- Les recettes liées à la revente de produits stockés : 7 600 K€ au BP 2025 contre 6 585 K€ au BP 2024 ;
- Les recettes diverses de fonctionnement (23 653 K€ au BP 2025 contre 24 068 K€ au BP 2024) concernent les attributions de compensation négatives de communes (1 401 K€), les refacturations internes (6 441 K€), les droits d'entrée pour les centres aquatiques, les locations mobilières et les autres recettes diverses relatives à l'habitat, à la location du stade Océane, à la santé, au tourisme (via la perception de la taxe de séjour reversée à 100% à l'office de tourisme communautaire pour 1 400 K€).

A noter la perte de recette de FCTVA dans le cadre du projet de loi de finances 2025 pour un montant de 1 409 K€. A cette perte s'ajoutent la baisse de la DC RTP (1 591 K€) et du produit de fraction de TVA en lien avec l'estimation erronée de l'Etat en 2024 et le gel de ce produit en 2025 dans le cadre du projet de loi de finances 2025 (pour 2 227 K€).

### 3.1.2 Les dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement du budget principal (225 861 K€ au BP 2025 contre 226 858 K€ au BP 2024) se répartissent selon 5 thématiques majeures :

- **L'attractivité du territoire** (12 765 K€ au BP 2025 contre 12 779 K€ au BP 2024)

Il s'agit dans le cadre de cette politique publique des dépenses prévues pour :

- Le développement économique (3 024 K€)  
Il s'agit de subventions et/ou de diverses aides en faveur d'acteurs associatifs contribuant au développement du territoire tels que Le Havre Seine Développement, le Pôle métropolitain de l'Estuaire de la Seine, l'Agence d'Urbanisme de la Région Havraise ainsi que des aides à l'immobilier d'entreprises et au financement de congrès.
- Les parcs d'activités (222 K€)



Il s'agit des dépenses d'aménagement et d'entretien sur les zones d'activités (Escout, immobilier tertiaire, atelier locatif, Mesnil, Havre Plateau, Epaville).

- Le tourisme et le label « Pays d'art et d'histoire » (5 603 K€)  
Il s'agit des subventions à l'Office de Tourisme, au GIP Un été au Havre, des dépenses liées à la société publique locale « SPL des Docks » (gestionnaire du Carré des Docks et des Docks Océane) et au label Pays d'art et d'histoire.
- L'attractivité (1 317 K€) regroupe les dépenses relatives à la politique de soutien aux opérations culturelles concourant à l'attractivité du territoire.
- L'enseignement supérieur (1 283 K€)  
Cela comprend les différentes subventions à des établissements supérieurs, ainsi que les allocations de recherches doctorales et le soutien au campus centre ville, ainsi qu'à la cité numérique.
- L'agriculture (325 K€)  
Il s'agit de l'animation du Plan Local pour l'Agriculture, de la gestion d'un espace test agricole et des actions dans le cadre du développement agricole.
- Le Très Haut Débit (251 K€)  
Cela concerne les dépenses relatives à la mise en place, la gestion et la maintenance du Très Haut Débit.
- L'aéroport (740 K€)  
Il s'agit des dépenses liées au fonctionnement de l'aéroport communautaire.

➤ **La voirie et mobilité (46 193 K€ au BP 2025 contre 53 424 K€ au BP 2024)**

Ces dépenses se répartissent sur le budget principal de la façon suivante :

- La subvention d'équilibre versée par le budget principal au budget transports publics (27 493 K€ contre 33 196 K€ au BP2024 et 19 100 K€ au compte administratif 2023) ;
- La voirie et l'éclairage public (18 298 K€ au BP 2025 contre 19 752 K€ en 2024) ;  
Ces dépenses correspondent à la maintenance et au fonctionnement de l'éclairage public des voiries communautaires sur l'ensemble du territoire, au coût de fonctionnement de la direction, à la maintenance de la voirie et des équipements électriques, réseaux et ouvrages. ;
- Le plan vélo et les points d'arrêts (402 K€ contre 476 K€ au BP 2024) ;

➤ **L'urbanisme et l'habitat (4 830 K€ au BP 2025 contre 4 580 K€ au BP 2024)**

Il s'agit des dépenses de fonctionnement prévues pour :

- L'habitat (3 120 K€) regroupe les dépenses liées aux actions réalisées dans le cadre du Plan Local de l'Habitat (PLH), des aides à la pierre, de la gestion et maintenance de l'aire de grand passage et des aires d'accueil des gens du voyage, de l'amélioration de l'habitat, du soutien d'associations dans le cadre de l'équilibre social de l'habitat ;
- La politique de la Ville (527 K€) : Il s'agit de la subvention de fonctionnement qui est versée au GIP Contrat de Ville Le Havre Seine Métropole;



- L'urbanisme (1 183 K€) et notamment pour la gestion du PLU et l'instruction des actes d'urbanisme.

➤ **La résilience des territoires** (15 705 K€ au BP 2025 contre 15 637 K€ au BP 2024)

Il s'agit des dépenses de fonctionnement prévues pour :

- La prévention et la gestion des risques majeurs (11 965 K€) :  
Gestion de l'alerte, évaluation des risques, formation à la gestion de crise, information préventive et cotisation au SDIS (Service Départemental d'Incendies et de Secours pour 11 400 K€ contre 11 200 K€ en 2024).
  - La santé (1 494 K€)  
Les dépenses sont liées au soutien de la filière santé, notamment la démographie médicale, les maisons de santé de Criquetot l'Esneval et la maison pluridisciplinaire de Saint Romain de Colbosc.
  - L'hygiène et salubrité (759 K€) et notamment le fonctionnement de la fourrière animale (237 K€).
  - Le développement durable, la gestion de l'air et du bruit et autres actions et frais communs (866 K€).  
Sont concernées notamment les dépenses pour le plan climat air énergie territorial (PCAET), l'animation de l'Espace Info Energie, la mise en place d'actions de développement durable, la cotisation à Atmo Normandie et la participation au Parc Régional Naturel des Boucles de la Seine Normande.
  - Le Parc de Rouelles (621 K€)  
Il s'agit des dépenses liées aux espaces verts communautaires et à la gestion du Parc de Rouelles.
- **L'animation, la culture, le sport et la proximité** (14 521 K€ au BP 2025 contre 13 797 K€ au BP 2024)

Cette thématique comprend des dépenses de fonctionnement prévues pour :

- Les équipements culturels et sportifs (12 681 K€) :
  - l'école de musique située à Saint Romain de Colbosc,
  - le soutien au cinéma en plein air,
  - la fête du cirque,
  - les différentes actions et événements culturels,
  - les dépenses de fonctionnement pour les centres aquatiques du Bain des Docks, de Belle Etoile, de Gd'O, de l'effet bleu et le complexe aquatique à Criquetot l'Esneval, les gymnases à Saint Romain de Colbosc et à Criquetot L'esneval et le stade communautaire (Stade Océane),
  - le soutien à la politique sportive communautaire.
- Petite enfance et actions éducatives (1 341 K€)



Dépenses engagées dans le cadre du fonctionnement des crèches et de la garderie à Saint Romain de Colbosc et à Criquetot l'Esneval, ainsi que pour le dispositif Ludisport.

- Les maisons du territoire (473 K€)  
Dépenses engagées dans le cadre du fonctionnement des maisons du territoire situées sur les communes de Saint Romain de Colbosc et de Criquetot l'Esneval.
- Le Guichet multicanal (26 K€)  
Il s'agit principalement des frais d'études engagées dans le cadre du développement et de la modernisation du guichet unique multicanal (téléphone, guiche physique, web).

➤ **Les eaux pluviales** (7 376 K€ au BP 2025 contre 7 202 K€ au BP 2024)

Ces dépenses permettent de surveiller, gérer et entretenir les 370 ouvrages hydrauliques de lutte contre les inondations présents sur le territoire et représentant plus de 1,5 millions de m3 de stockage, ce qui correspond à la gestion d'une pluie d'ampleur décennale.

Elles permettent également de réaliser de nouveaux ouvrages, de financer l'ensemble du dispositif de veille et d'alerte météorologique afin de prévenir les épisodes pouvant engendrer des inondations, de surveiller l'ensemble des cours d'eau présents sur le territoire et d'entretenir les 33 km de berges publiques.

Ces dépenses financent par ailleurs l'exploitation, l'entretien, la rénovation et la création des réseaux d'eau pluviales sur l'ensemble du territoire de la CU.

Enfin, ce budget contribue également, via le versement d'une contribution au budget assainissement, à la gestion de l'ensemble du réseau unitaire de la ville du Havre et des ouvrages de lutte contre les inondations présents sur ce réseau unitaire.

Les autres dépenses non ventilées par thématique se composent :

- **Reversement de fiscalité** (70 879 K€ au BP 2025 contre 68 790 K€ au BP 2024) dont :
  - Les Attributions de Compensations (confer le paragraphe 3.3.1) versées aux communes (pour 39 344 K€).  
Ce montant tient compte du processus d'harmonisation des taux de TEOM (37 897 K€ au BP 2024).
  - La Dotation de Solidarité Communautaire (DSC pour 20 645 K€) au même niveau que 2024.  
Il s'agit de la dotation versée aux 54 communes membres de la Communauté urbaine afin de les aider pour leur fonctionnement. Le niveau de l'aide financière apportée par la Communauté urbaine aux communes se situe à un niveau élevé par rapport aux autres EPCI (75 € par habitants au niveau communautaire contre 33 € au niveau national en 2023).
  - Le Fonds National de Péréquation des ressources Inter Communales (FPIC pour 3 000 K€).  
Il s'agit d'un prélèvement au profit de l'Etat mis en place en 2012 qui consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités pour les reverser à des intercommunalités ou communes moins favorisées.



- La Contribution au Redressement des Finances Publiques  
Il s'agit d'un prélèvement au profit de l'Etat mis en place en 2013 afin de réduire le déficit public de la France. Ce montant est figé à 1 777 K€.
  - Le fond de réserve au profit des collectivités territoriales (estimé à 3 366 K€).  
Il s'agit d'un prélèvement au profit de l'Etat prévu dans l'article 64 du Projet de Loi de Finances 2025 afin d'associer les collectivités territoriales à l'effort de redressement des finances publiques.
  - D'autres reversements de fiscalité pour 500 K€ correspondant à un reversement de la fraction de TVA possible sur le reversement définitif de 2024 dont le montant ne sera communiqué par les services de l'Etat qu'en 2025.
  - La contribution au budget collecte et recyclage pour 2 247 K€ (4 491 K€ au BP 2024). Ce montant est calculé en fonction des transferts de charges qui ont eu lieu suite au transfert des compétences traitement et collecte en 2001 et 2004, minorés de moitié en 2025 suite aux décisions prises dans le cadre de l'harmonisation des taux de TEOM sur 2024 et 2025.
- **Les charges financières** (6 303 K€ au BP 2025 contre 6 546 K€ au BP 2024)

Elles correspondent au montant des intérêts dûs et frais assimilés pour les emprunts souscrits. Le montant plus faible des frais financiers en 2025 par rapport à 2024, malgré un endettement plus important, s'explique principalement par un début de baisse des taux d'intérêt sur les derniers mois (qui impactent les emprunts contractés à taux variable), suite à la baisse des taux directeurs de la BCE (Banque Centrale Européenne) et de la FED (banque centrale des Etats Unis).

➤ **Les autres dépenses** (47 289 K€ au BP 2025 contre 44 103 K€ au BP 2024)

Les autres dépenses ventilées par compétences concernent principalement :

- Les achats liés aux produits stockés (8 283 K€) qui sont en partie refacturés ;
- Les dépenses de fonctionnement des fonctions supports et des moyens généraux (32 111 K€) (juridique, finances, Ressources humaines, Système d'Information Géographique, etc.) ;
- Les conventions de services partagés (6 860 K€) : services des communes intervenant pour le compte de la Communauté urbaine et dont les coûts sont répercutés à cette dernière (principalement des services de la Ville du Havre et de Gonfreville l'Orcher) ;
- Les frais d'administration générale pour 35 K€ contre 33 K€ au BP 2024. Il s'agit du remboursement par le budget principal au budget eau potable des dépenses liées à l'utilisation du bâtiment Curie mutualisé.

L'épargne brute (recettes réelles de fonctionnement moins les dépenses réelles de fonctionnement) s'élève à 20 743 K€ au BP2025 (30 058 K€ hors mesures du PLF et de l'estimation erronée de produit de TVA de 2024 par l'Etat). Cette épargne brute doit couvrir à minima les opérations d'ordre (notamment les dotations aux amortissements) soit 18 182 K€ estimées au BP 2025.

Elle sert in fine à autofinancer une partie des investissements (111 207 K€ inscrits au BP 2025) et donc à réduire le recours à l'emprunt qui génère par ailleurs des frais financiers qui pèsent sur la section de fonctionnement.



### **3.2 Les dépenses réelles d'investissement et le financement de la section d'investissement**

Les dépenses réelles de la section d'investissement s'élèvent à 111 207 K€ (123 646 K€ en 2024) et correspondent aux dépenses suivantes :

- Programme d'équipement : 88 604 K€ au BP 2025 (102 153 K€ au BP 2024)
- Remboursement de la dette : 14 135 K€ au BP 2025 (14 295 K€ au BP 2024)
- Doubles comptes : 895 K€ au BP 2025 (1 037 K€ au BP 2024)
- Dépenses diverses : 7 573 K€ au BP 2025 (6 161 K€ au BP 2024)

Les principales dépenses **d'équipement du budget principal** pour 2025 concernent notamment :

- Les travaux de voirie et d'éclairage public sur les 54 communes pour 26 396 K€ (dont 2 400 K€ en lien avec les travaux du tramway) et les dépenses liées au plan vélo pour 2 724 K€ (aménagement de pistes cyclables) ;
- La gestion des rivières et de l'eau pluviale pour 7 124 K€ ;
- Les aménagements du pôle croisière pour 6 600 K€ (subvention au GIP Le Havre Croisières et relocalisation du musée maritime et portuaire) ;
- Les aides à la pierre pour 5 444 K€ (avec notamment des subventions en faveur de la rénovation du parc privé et massification de la rénovation énergétique, la réhabilitation du parc social) ;
- Le gros entretien et le renouvellement des équipements communautaires pour 8 293 K€ (dont 1 980 K€ pour la maintenance et le gros entretien du stade océane) ;
- Les aides à l'investissement des communes pour 3 700 K€ (dont 800 K€ de fonds de concours aux équipements sportifs) ;
- Les aménagements du plan campus pour 1 928 K€ (URMA, opération IUT/ENSAM/RU) ;
- La résilience des territoires pour 2 588 K€ (dont 1 118 K€ en faveur de la transition énergétique avec notamment la possible acquisition foncière du bois Lafarge pour 638 K€ et l'accompagnement à la relocalisation d'Aquacaux pour 65 K€) ;
- Le soutien aux infractures et l'aides à l'immobilier d'entreprise pour 2 748 K€ (dont 1 013 K€ pour le giratoire de l'A29, 960 K€ pour la filière éolienne et 490 K€ pour des investissements sur le port de pêche) ;
- Les actions en matière de tourisme pour 1 173 K€ (dont LH expérience, l'aménagement des aires de camping car, la subvention au GIP Un été au Havre) ;

Les autres dépenses diverses concernent principalement :

- Le remboursement du capital de la dette pour 14 135 K€ ;
- Le reversement (80%) d'une partie de la taxe d'aménagement aux communes pour 3 200 K€ ;
- L'avance de trésorerie à la SHEMA pour Le Havre Plateau à hauteur de 1 500 K€ ;
- Les dépôts et cautionnement dans le cadre des plans de prévention des risques technologiques (PPRT) particuliers et entreprises pour 1 369 K€ ;
- La prise de participation dans la SEM ASER pour 1 000 K€.

Outre l'autofinancement généré par la section de fonctionnement (20 743 K€), ces dépenses d'investissement sont financées par :

- Des subventions à hauteur de 11 280 K€ avec notamment des subventions pour l'éclairage public, la voirie, le plan vélo, l'eau pluviale, les équipements sportifs ;



- Des remboursements dans le cadre d'opérations pour compte de tiers (maîtrise d'ouvrage généralement déléguée à la Communauté urbaine qui refacture les investissements faits pour le compte d'une autre entité) à hauteur de 12 266 K€ avec notamment le plan campus, le pôle croisière, le schéma directeur informatique et les projets PIA3 et Smart Port City ;
- De la récupération du FCTVA à hauteur de 7 298 K€, montant impacté à la baisse dans le cadre des mesures du PLF 2025 (perte estimée à 770 K€ sur 2025).
- Les attributions de compensation négatives et les remboursements d'emprunts suite aux transferts de charges à hauteur de 2 440 K€ ;
- La taxe d'aménagement à hauteur de 4 000 K€ dont une partie (80%) est reversée aux communes ;
- Des cessions diverses à hauteur de 198 K€ ;
- Le remboursement d'avances des budgets annexes au budget principal pour 163 K€ ;
- Des remboursements d'avances de marchés, des versements de cautions pour 1 305 K€.

L'équilibre de la section d'investissement se fait par un emprunt à hauteur de 51 311 K€. La totalité de cet emprunt ne sera pas réalisée et dépendra, entre autres, du taux de réalisation des investissements.

Sans les mesures impactantes du projet de loi de finances 2025 (et la fraction de TVA bien en dessous des estimations de l'Etat) qui réduit les recettes d'investissement et diminuent fortement l'épargne brute, l'emprunt d'équilibre aurait dû être autour de 41 M€.

### **3.3 Les relations avec les communes de l'EPCI**

#### **3.3.1 La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées et les attributions de compensation**

L'article 1609 nonies C du CGI prévoit la création entre l'EPCI et ses communes membres d'une commission chargée d'évaluer le montant des charges transférées (CLECT).

La CLECT n'a pas pour mission d'arrêter un montant d'Attributions de Compensation, mais d'évaluer le coût des charges transférées.

Toutes les communes membres de l'EPCI à Fiscalité Professionnelle Unique (FPU) participent aux délibérations de la CLECT, qu'elles soient ou non concernées par le transfert de charges évalué.

L'attribution de compensation est le principal flux financier entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité professionnelle unique. Elle correspond, schématiquement, à la différence entre la fiscalité économique et les charges transférées par les communes à cette catégorie d'intercommunalité.

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées qui s'est tenue le 15 juin 2023 a traité de l'évaluation des charges relatives :

- à la mutualisation de la direction des systèmes d'informations et de l'innovation numérique avec les communes d'Angerville-l'Orcher et de Notre-Dame-du-Bec ;
- à la gestion de l'aire de camping-car de Saint-Jouin-Bruneval ;
- au transfert du crématorium de la Ville du Havre.

Néanmoins les attributions de compensation de plusieurs communes ont évolué compte tenu des décisions prises dans le cadre de l'harmonisation des taux de TEOM sur 2024 et 2025.



Le montant des AC (attributions de compensation) positives (dépense de la Communauté urbaine vers les communes) s'élève au budget primitif 2025 à 39 344 K€ et concerne 22 communes.

Le montant des AC négatives (dépenses des communes vers la Communauté urbaine), au budget primitif 2025, s'élève :

- En fonctionnement, à 1 400 K€ et concerne 32 communes
- En investissement, à 2 440 K€ et concerne 15 communes.

### 3.3.2 La dotation de solidarité communautaire (DSC)

Ainsi qu'indiqué dans le paragraphe sur les reversements de fiscalité, la DSC est une aide de fonctionnement de la Communauté urbaine au bénéfice des 54 communes.

Au titre de 2025, l'enveloppe de DSC sera de 20 645 K€, soit au même niveau qu'en 2024.

Cette DSC représente une aide de 75 € par habitant. Au niveau national, en 2023, et sur la même strate de collectivité, la DSC par habitant s'élève à 33 €.

### 3.3.3 Le fonds de concours à l'investissement et le fonds de concours destiné aux équipements sportifs

Indépendamment de l'aide au fonctionnement via la DSC, la Communauté urbaine a mis en place deux fonds de soutien à l'investissement des communes :

- Le fonds de concours à l'investissement doté d'une enveloppe de 20 M€ sur 6 ans (2021/2026). Au titre de 2025, une enveloppe de 2 800 K€ est prévue. Elle pourra être ajustée en fonction des projets qui seront présentés par les communes ;
- Le fonds de concours à l'investissement des communes en matière d'équipements sportifs doté d'une enveloppe de 3 M€ sur 6 ans (2021/2026). Au titre de 2025, une enveloppe de 800 K€ est prévue. Cette enveloppe pourra être ajustée en fonction des projets que les communes présentent ;

## 3.4 Les relations entre le budget principal et les budgets annexes

Les doubles comptes sont des flux financiers que l'on retrouve en dépense dans un budget et en recette dans un autre.

Concernant les **doubles comptes en fonctionnement**, il s'agit des flux inter-budgets suivants :

- La subvention d'équilibre du budget principal au budget transport : 27 493 K€ au BP 2025 contre 33 196 K€ au BP 2024, soit une baisse de 17,18 % ;
- Le reversement au budget collecte et recyclage à la suite du transfert de la compétence collecte : 2 247 K€. Cette participation est en baisse compte tenu du processus d'harmonisation en cours des taux de TEOM sur 2024 à 2027 ;



- La participation du budget général au budget annexe de l'assainissement au titre de la collecte et du traitement des effluents : 4 538 K€ au BP 2025 contre 4 372 K€ au BP 2024, soit une hausse de 3,79 % ;
- Les frais d'administration générale (frais portés par le budget principal ou le budget eau potable et dont une partie est refacturée aux budgets annexes ou au budget principal en fonction de leur utilisation) : 6 551 K€ au BP 2025 contre 6 606 K€ au BP 2024, soit une baisse de 0,82 %.

Concernant les  **doubles comptes en investissement**, il s'agit des flux inter-budgets suivants :

- Les avances du budget principal aux budgets des ZAC : 483 K€ au BP 2025 contre 1 037 K€ au BP 2024 ;
- Le remboursement des avances des budgets annexes au budget principal : 163 K€ au BP 2025 contre 537 K€ au BP 2024 ;
- Les investissements du centre technique communautaire (dépenses portées par le budget principal et dont une partie est refacturée aux budgets annexes) : 571 K€ au BP 2025 dont 158 K€ relevant du programme d'équipement. Le reste concernant des opérations de régularisation comptable au sein du budget principal.

## **4 Le budget des transports publics**

### **4.1 En section de fonctionnement**

#### **4.1.1 Les recettes réelles de fonctionnement**

Les recettes prévisionnelles de ce budget s'élèvent à 110 302 K€.

Par délibération en date du 15 décembre 2022, la Communauté urbaine a voté la mise en place d'un taux de versement mobilité à 2% à compter de 2023. Le produit attendu du versement mobilité pour 2025 s'élève à 63 480 K€ contre 57 640 K€ au BP 2024. Ce montant inclut la compensation de l'Etat suite au relèvement du seuil d'assujettissement de 9 à 11 salariés. Ce versement représente la principale ressource de ce budget.

Les autres sources de financement se composent :

- Des recettes des usagers des transports publics attendues pour 13 677 K€ en 2025 contre 13 880 K€ au BP 2024 (légère baisse attendue en lien avec les travaux du tramway). Ces recettes couvrent environ 12% des charges de fonctionnement du budget ;
- De la Dotation Générale de Décentralisation (DGD) relative au transport pour 1 151 K€ (identiques aux montants du BP 2024) ;
- D'autres recettes diverses dont le forfait post stationnement, les recettes du transport scolaire en provenance de la Région Normandie et les redevances du délégataire sur le budget transport pour 4 501 K€.

Les recettes de versement étant dynamiques, la subvention d'équilibre du budget principal est prévue en baisse de 5 703 K€ pour atteindre 27 493 K€ au BP 2025 (contre 33 196 K€ au BP 2024). Cette subvention d'équilibre couvre 25 % des charges de fonctionnement budgétées.

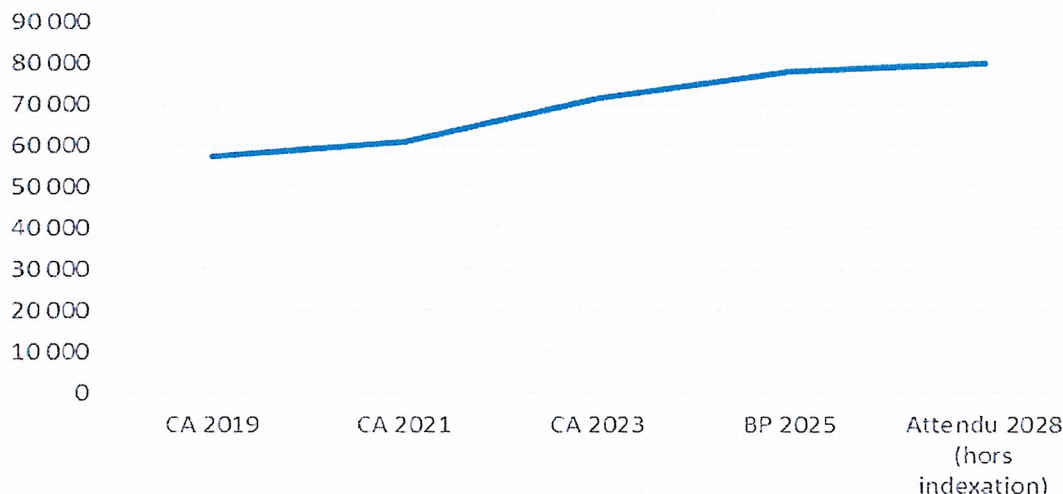


#### 4.1.2 Les dépenses réelles de fonctionnement

Ces dépenses, d'un montant de 96 830 K€, se répartissent sur le budget transport publics de la façon suivante :

- La compensation versée à l'entreprise en charge de la gestion de Mobi'fil et du fonctionnement du réseau de bus et de tramways pour 78 411 K€ contre 79 907 K€ au BP 2024 ;

Evolution de la CFF depuis 2019



- Les coûts des transports scolaires pour 5 427 K€ contre 5 189 K€ au BP 2024 ;
- Les charges financières liées aux emprunts pour 5 037 K€ contre 5 204 K€ au BP 2024 ;
- Les subventions versées à SNCF Réseau dans le cadre de la construction du tramway pour 2 300 K€ ;
- Les frais de fonctionnement de la direction transport et tramway (dont la masse salariale) pour 3 503 K€ contre 2 397 K€ au BP 2024 ;
- Les frais d'administration générale pour 735 K€ contre 642 K€ au BP 2024. Il s'agit du remboursement par les budgets annexes de certaines dépenses de fonctionnement imputées dans le budget principal ;
- Le remboursement de versement transport pour 663 K€ contre 650 K€ au BP 2024 (remboursement aux entreprises ayant mis en place un service de transport public gratuit en faveur de leurs employés) ;
- Les autres actions de transport pour 754 K€ contre 254 K€ au BP 2024 ;

L'épargne brute s'élève à 13 472 K€. Cette épargne brute doit couvrir à minima les opérations d'ordre (notamment les dotations aux amortissements) soit 13 472 K€ estimées au BP 2025.

Elle sert in fine à autofinancer une partie des investissements (133 919 K€ inscrits au BP2025) et donc à réduire le recours à l'emprunt qui génère par ailleurs des frais financiers.

#### 4.2 Les dépenses réelles d'investissement et le financement de la section d'investissement

Les dépenses réelles de la section d'investissement s'élèvent à 133 919 K€ et correspondent aux dépenses suivantes :



- Le programme d'équipement : 126 917 K€ au BP 2025 (29 443 K€ au BP 2024)
- Remboursement de la dette : 7 002 K€ au BP 2025 (6 838 K€ au BP 2024)

Les principales dépenses d'équipement **du budget transports publics** concernent notamment :

- La construction de la nouvelle ligne de tramway (105 279 K€) – il s'agit principalement des dépenses pour les acquisitions foncières, des premiers travaux et des premières dépenses d'acquisition de matériel roulant ;
- Le renouvellement du parc d'autobus avec l'acquisition de 34 bus nouveaux (13 975 K€) ;
- Les investissements sur le réseau : système SAEIV système d'aide à l'exploitation et à l'information des voyageurs, le funiculaire, le point haut Etretat, le tour en fosse ... (7 640 K€)

Outre l'autofinancement (13 472 K€), ces dépenses sont financées par :

- Des subventions pour la nouvelle ligne de tramway à hauteur de 15 282 K€ (Etat, Région Normandie et Département de Seine Maritime) ;
- Des remboursements d'avances de marchés pour 500 K€ ;

L'équilibre de la section d'investissement se fait via un emprunt à hauteur de 104 666 K€. La réalité du montant de cet emprunt d'équilibre dépendra, principalement, du taux de réalisation des investissements.

## **5 Le budget collecte et recyclage**

Le budget annexe de la collecte, du traitement et du recyclage des déchets vise à atteindre à terme les objectifs fixés tant par le législateur que par l'exécutif de la collectivité. Il est complémentaire du budget d'investissement dont il doit prendre en compte l'effort soutenu.

Le budget de fonctionnement doit donc permettre de couvrir les trois axes de la politique déchets.

### **1/ La prévention des déchets et l'information des ménages.**

Environ 550 000 € sont alloués à ce volet essentiel de la politique déchets, le meilleur déchet étant celui qui n'existe pas. Des efforts importants sont déployés pour promouvoir le réemploi à travers un programme d'actions de proximité. Ce budget est en baisse, le salon Réinventif dédié au réemploi étant bisannuel, il n'est pas programmé en 2025. L'ouverture de l'ensemble du réseau des recycleries est également programmée au début de l'année 2025 afin d'améliorer les performances de réemploi des objets à l'échelle du territoire.

L'année 2025 verra également la poursuite des actions entamée en 2024 au titre du Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés qui s'appuient sur de nombreux acteurs du territoire. Ces actions sont soutenues au titre de ce volet de la politique déchets par la Communauté urbaine.

### **2/ La collecte des déchets**

Ces opérations de collecte s'effectuent soit par des collectes de type porte à porte ou en points dits d'apport volontaire soit en centres de recyclage. Elles ont permis de récupérer 151 000 tonnes de déchets des ménages en 2023, en baisse de 8% par rapport à 2022, soit 530 kg par an et par habitant du territoire hors terres et gravats.



Les opérations de collecte in situ peuvent être effectuées en régie ou par un prestataire de service sur une partie du territoire environ 70 000 habitants pour un coût en 2024 approchant les 4 M€.

Elles comprennent à la fois la collecte des déchets ménagers selon des fréquences allant d'un passage hebdomadaire à cinq passages, la collecte des emballages recyclables une fois par semaine et la collecte des biodéchets sur 6 communes pour 25 000 foyers environ.

La collecte en points d'apport volontaire est effectuée sur la totalité du territoire et concerne en premier lieu le verre avec près de la moitié des colonnes déployées. Il convient de noter que 2025 verra la poursuite des déploiements de collecte en apport volontaire de déchets alimentaires et le renforcement des consignes pour les collectes porte à porte de biodéchets, ceci pour que la part de déchets alimentaires augmente dans ces dernières.

L'autre partie de la collecte, réalisée en centres de recyclage, représente aujourd'hui un tonnage quasiment équivalent à celui réalisé par les autres services de collecte, de l'ordre de 55 500 tonnes et 557 000 entrées en 2023. Cela représente un recul de 17% des tonnages et de 23% des fréquentations lié aux effets des actions visant à réduire l'activité des déposants professionnels et notamment la mise en place d'un contrôle d'accès et d'une tarification harmonisée à destination des professionnels. Cette activité est intégralement réalisée en régie sauf pour une partie des évacuations réalisées en prestation.

### **3/ Le traitement et la valorisation des déchets**

Le développement des éco-organismes et des filières à Responsabilité Elargie du Producteur (REP) a permis de réduire les coûts de traitement des déchets qui restent cependant très significatifs, d'autant que la hausse de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes frappant les déchets enfouis ou incinérés est programmée jusqu'en 2026 afin d'inciter les collectivités à améliorer la valorisation matière et à réduire les déchets produits par les ménages.

L'organisation des filières est donc primordiale afin de trouver les meilleurs débouchés et les meilleurs modes de valorisation. Le biodéchet est aujourd'hui composté, il pourrait demain être méthanisé. Les gravats enfouis hier commencent à être valorisés en technique routière (2 500 tonnes en 2023). Les déchets dangereux bien triés en centre de recyclage sont repris gratuitement par la filière plutôt que d'être incinérés dans les fours industriels.

Concernant le tri des emballages recyclables, la Communauté urbaine, comme l'intégralité des collectivités de ce secteur géographique, utilise le centre de tri du Havre exploité par VEOLIA. De nombreuses actions ont permis d'abaisser le niveau d'erreur de tri à moins de 24% en 2023, effort qui sera poursuivi en 2025 par différentes actions (hausse de la présence d'ambassadeurs, hausse des dotations des bacs jaunes...).

Le territoire bénéficie de son adhésion au SEVEDE qui permet aujourd'hui de conserver un coût modéré du traitement des ordures ménagères résiduelles.

## **5.1 En section de fonctionnement**

### **5.1.1 Les recettes réelles de fonctionnement**

Les recettes réelles de ce budget s'élèvent à 53 881 K€.

La principale recette provient de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) qui est estimée à 42 900 K€ au BP 2025 contre 38 970 K€ au BP 2024.



Par délibérations du 5 octobre 2023 et du 15 février 2024, la Communauté urbaine s'est engagée dans un processus d'harmonisation des taux de TEOM pour atteindre à horizon 2027 les taux cibles suivants :

Zone	Commune	Taux 2025	Taux cible 2027
Zone renforcée	Le Havre	En cours de lissage. Une délibération spécifique sera prise	13,01 %
Zone intermédiaire	Etretat, Fontaine-la-Mallet, Gonfreville l'Orcher, Harfleur, Montivilliers, Sainte-Adresse		9,91 %
Zone socle	47 autres communes		9,20 %

Les autres recettes de la collecte et du recyclage comprennent notamment :

- Le reversement de fiscalité par le budget principal suite au transfert de la compétence traitement et collecte des déchets pour 2 247 K€. Cette participation est en baisse compte tenu du processus d'harmonisation en cours des taux de TEOM sur 2024 à 2027 ;
- Les recettes d'Eco-Organismes pour 3 451 K€ contre 2 723 K€ au BP 2024 ;
- La redevance spéciale (contribution due par les professionnels qui utilisent le service public de ramassage des déchets dédié aux particuliers) pour 2 838 K€ contre 2 630 K€ au BP 2025;
- La revente de matériaux pour 2 125 K€ contre 1 964 K€ au BP 2024 ;

Le tri et la valorisation des déchets génèrent des recettes représentant 15,96 % des recettes de fonctionnement de ce budget permettant ainsi de limiter les recettes perçues par le biais de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) – payée en même temps que la taxe foncière.

A noter la perte de recette de FCTVA dans le cadre du projet de loi de finances 2025 pour un montant de 25 K€.

### 5.1.2 Les dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement du budget collecte et recyclage (47 331 K€) sont constituées de :

- La masse salariale pour 17 130 K€ (dont coût supplémentaire PLFSS 2025 autour de 290 K€) ; Le service de collecte porte à porte est assuré en régie sur les communes du Havre, de Sainte-Adresse et du canton de Criquetot l'Esneval. Il est à noter que sont également assurées en régie une partie des missions de collecte des points d'apport volontaire ainsi que l'ensemble des activités de pré-collecte et des centres de recyclage.
- La contribution au SEVEDE (Syndicat d'Elimination et de Valorisation Energétique des Déchets) et au SMITVAD (Syndicat Mixte de Traitement et Valorisation des Déchets) dans le cadre du traitement des déchets, notamment l'incinération pour 9 368 K€ contre 10 019 K€ au BP 2024 ;
- Les frais d'administration générale (FAG) pour 2 764 K€ contre 2 744 K€ au BP 2024 : il s'agit du remboursement par les budgets annexes de certaines dépenses de fonctionnement ;
- Les dépenses liées à la gestion du tri, des centres de recyclage et du ramassage des déchets ;
- Les charges financières pour 251 K€ contre 330 K€ au BP 2024.

L'épargne brute s'élève à 6 550 K€. Cette épargne brute doit couvrir à minima les opérations d'ordre (les dotations aux amortissements) soit 3 767 K€ estimées au BP 2025.



Elle sert in fine à prendre en charge une partie des investissements (13 394 K€ inscrits au BP 2025) et donc à réduire le recours à l'emprunt qui génère des frais financiers qui pèsent sur la section de fonctionnement.

## **5.2 Les dépenses réelles d'investissement et le financement de la section d'investissement**

Les dépenses réelles de la section d'investissement s'élèvent à 13 394 K€ et correspondent aux dépenses suivantes :

- Le programme d'équipement : 12 644 K€ au BP 2025 (12 963 K€ au BP 2024)
- Le remboursement de la dette : 750 K€ au BP 2025 (746 K€ au BP 2024)

Les principales dépenses d'équipement du budget collecte et recyclage concernent :

- L'acquisition de matériels roulants et les grosses réparations sur le matériel roulant pour 4 294 K€ ;
- La réhabilitation du centre de recyclage de Criquetot L'Esneval pour 4 033 K€ ;
- Le renouvellement et les acquisitions nouvelles de matériel de conteneurisation (Conteneurs, colonnes d'apport volontaire, composteurs...) pour 3 191 K€ ;
- Les travaux d'aménagement des recycleries et ressourceries pour 331 K€.

Outre l'autofinancement (6 550 K€), ces dépenses sont financées par :

- De la récupération de FCTVA à hauteur de 1 843 K€ (en baisse de 193 K€ en lien avec le PLF 2025) ;
- Des subventions à hauteur de 613 K€ ;
- Des remboursements d'avances de marchés pour 5 K€ ;

L'équilibre de la section d'investissement se fait via un emprunt à hauteur de 4 384 K€. La totalité de cet emprunt ne sera pas réalisée et dépendra du taux de réalisation des investissements.

## **6 Le budget de l'eau potable**

La Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole est l'autorité organisatrice pour la production et la distribution de l'eau sur l'ensemble de son territoire. Elle est exploitante des services publics de l'eau potable, soit en régie, soit par délégation de service public.

Ce budget permet de gérer l'ensemble des équipements (usines de production, réservoirs, réseaux), de réaliser les programmes d'entretien et de réhabilitation des ouvrages et de réaliser de nouveaux projets d'infrastructures. Il permet également de protéger les ressources en eau par la réalisation de programmes d'actions visant à réduire les pollutions diffuses.

La Communauté urbaine assure l'alimentation en eau potable d'une population estimée à 269 309 habitants, soit 141 049 abonnés sur l'ensemble de son territoire.

L'approvisionnement en eau potable est issu de 32 points de prélèvement dont trois ressources stratégiques : Saint-Laurent-de-Brèvedent, Radicatel et Yport. Leur forte capacité de production vient de l'étendue de leur bassin d'alimentation de 500 km<sup>2</sup> puisant dans la nappe de la craie.



Le linéaire total du réseau du service public d'eau potable de la Communauté urbaine se compose de 1 980 km de canalisations (hors branchements) et d'une capacité de stockage de 92 320 m<sup>3</sup> répartie sur 68 ouvrages de stockage.

La consommation moyenne par abonné sur la Communauté urbaine est de 96 m<sup>3</sup> en 2023, soit environ 137 litres par jour par habitant.

## **6.1 En section de fonctionnement**

### **6.1.1 Les recettes réelles de fonctionnement**

Les recettes réelles de fonctionnement de ce budget s'élèvent à 35 274 K€.

La principale recette provient de la vente d'eau aux abonnés qui représente 22 781 K€ au BP 2025 contre 22 987 K€ au BP 2024.

Comme en 2024 il est prévu que les tarifs de l'eau restent stables sur l'ensemble des territoires en 2025.

A noter qu'une réforme des redevances de l'agence de l'eau entrera en vigueur en 2025. Celle-ci se traduira soit par une légère baisse (-1,1% à -1,9%) soit une légère hausse (+1,7%) pour l'ensemble des communes, à l'exception des deux communes n'ayant pas d'assainissement collectif pour lesquelles la hausse de ces redevances sera plus marquée (Pierrefiques +11,6% et Vergetot +4,1%).

Pour un usage de 120 m<sup>3</sup> d'eau par an, le prix du m<sup>3</sup> varie entre 3,81 € et 6,46 €.

Les autres recettes principales correspondent à :

- Diverses redevances que la Communauté urbaine doit collecter sur ses factures puis reverser à l'Agence de l'eau pour 6 580 K€ (montant identique au BP 2024) ;
- L'acompte de mensualisation pour 4 200 K€ (montant identique au BP 2024) : une dépense pour le même montant est enregistrée comptablement ;

### **6.1.2 Les dépenses réelles de fonctionnement**

Les dépenses de fonctionnement au budget eau potable (28 177 K€) sont constituées principalement de :

- Diverses redevances reversées à l'Agence de l'eau pour 6 580 K€ (montant identique au BP2024) ;
- Les charges de personnel pour 5 623 K€ (dont coût supplémentaire PLFSS 2025 autour de 111 K€) ;
- L'acompte de mensualisation pour 4 200 K€ (montant identique au BP 2024) : une recette pour le même montant est enregistrée comptablement ;
- L'entretien des réseaux pour 2 131 K€ contre 2 025 K€ au BP 2024 ;
- Les frais d'administration générale (FAG) pour 1 390 K€ (montant identique au BP 2024) : il s'agit du remboursement par les budgets annexes de certaines dépenses de fonctionnement imputées dans le budget principal ;
- La fourniture de données dans le cadre de la télérelève pour 750 K€ ;
- Les dépenses de fonctionnement du service ;
- Les charges financières pour 330 K€ contre 605 K€ au BP 2024.



L'épargne brute s'élève donc à 7 097 K€. Cette épargne brute doit couvrir à minima les opérations d'ordre (les dotations aux amortissements) soit 6 890 K€ estimées au BP 2025.

Elle sert in fine à autofinancer une partie des investissements (34 462 K€ inscrits au BP2025) et donc à réduire le recours à l'emprunt qui génère des frais financiers par ailleurs.

## **6.2 Les dépenses réelles d'investissement et le financement de la section d'investissement**

Les dépenses de la section d'investissement s'élèvent à 34 462 K€ et correspondent aux dépenses suivantes :

- Programme d'équipement : 31 215 K€ au BP 2025 (19 018 K€ au BP 2024)
- Remboursement de la dette : 3 247 K€ au BP 2025 (2 642 K€ au BP 2024)

Les principales dépenses d'équipement **du budget eau potable** s'élèvent à 31 215 K€ contre 19 018 K€ au BP 2024 et concernent notamment :

- Les travaux sur les réseaux d'eau potable pour 11 535 K€ dont 4 800 K€ en lien avec la création de nouvelles lignes de tramway ;
- La télérelève et le renouvellement de compteurs pour 5 710 K€ ;
- Le déplacement du DN900 au boulevard de Strasbourg pour 5 490 K€ ;
- L'exploitation des usines et les travaux sur réservoirs et ouvrages annexes pour 3 608 K€ ;
- La protection de la ressource pour 1 913 K€ ;

Outre l'autofinancement (7 097 K€), ces dépenses sont financées par :

- Des subventions à hauteur de 747 K€ ;
- Des remboursements d'opérations pour compte de tiers dans le cadre des aménagements d'hydraulique douce pour 410 K€ ;

L'équilibre de la section d'investissement se fait via un emprunt à hauteur de 26 204 K€. La totalité de cet emprunt ne sera pas réalisée et dépendra du taux de réalisation des investissements et des résultats reportés.

## **7 Le budget de l'assainissement**

Ce budget permet de gérer l'ensemble des équipements, de réaliser les programmes d'entretien, de réhabilitation des installations et de réaliser de nouveaux projets comme la construction de nouvelles stations de traitement des eaux usées.

La Communauté urbaine assure la gestion de l'assainissement collectif et non collectif sur l'ensemble du territoire communautaire.

Les eaux usées collectées sur le territoire sont traitées via 22 stations d'épuration avant le rejet au milieu naturel. Le principal ouvrage de dépollution sur le territoire de la Communauté urbaine est la station EDELWEISS située au Havre, d'une capacité de 322 000 équivalent-habitant (EH) traitant les eaux usées de 19 communes.

Les 7 stations d'épuration de capacité supérieure ou égale à 2000 EH représentent à elles seules 96,2% de la capacité de traitement de la Communauté urbaine.



Le réseau de collecte des eaux usées du service public d'assainissement est composé de 1 109 km de canalisations (hors branchements) et de 251 postes de relèvement ou de refoulement pour le transfert des effluents vers les différentes stations de traitement des eaux usées. Le réseau comporte également 21 déversoirs d'orage dont l'objectif est de soulager les canalisations du réseau unitaire en période de forte pluie permettant d'éviter la saturation des réseaux. Le trop-plein d'eau est rejeté au milieu naturel. Ces ouvrages participent à la lutte contre les inondations.

## **7.1 En section de fonctionnement**

### **7.1.1 Les recettes réelles de fonctionnement**

Les recettes réelles de ce budget s'élèvent à 34 306 K€.

La principale recette provient de la redevance d'assainissement qui représente 23 143 K€ au BP 2025 contre 22 867 K€ au BP 2024.

Comme en 2024 il est prévu que les tarifs de l'eau restent stables sur l'ensemble des territoires en 2025. A noter qu'une réforme des redevances de l'agence de l'eau entrera en vigueur en 2025. Celle-ci se traduira soit par une légère baisse (-1,1% à -1,9%) soit une légère hausse (+1,7%) pour l'ensemble des communes, à l'exception des deux communes n'ayant pas d'assainissement collectif pour lesquelles la hausse de ces redevances sera plus marquée (Pierrefiques +11,6% et Vergetot +4,1%). Au final, pour un usage de 120 m<sup>3</sup> d'eau par an, le prix du m<sup>3</sup> varie entre 3,81 € et 6,46 €.

Les autres recettes principales correspondent à :

- La contribution de l'eau pluviale pour 4 538 K€ contre 4 372 K€ au BP 2024 ;
- L'acompte de mensualisation pour 4 200 K€ contre 3 300 K€ au BP 2024 : une dépense pour le même montant est enregistrée comptablement ;
- La reprise sur provision pour dépréciation des actifs circulants pour 2 000 K€ (provision trop importante eu égard aux créances irrécouvrables ou éteintes).

A noter la perte de recette de FCTVA dans le cadre du projet de loi de finances 2025 pour un montant de 278 K€.

### **7.1.2 Les dépenses réelles de fonctionnement**

Les dépenses de fonctionnement au **budget assainissement** (25 411 K€) sont constituées principalement de :

- L'exploitation des 22 STEP (stations d'épuration) pour 6 600 K€ ;
- Les charges de personnel pour 5 884 K€ (dont coût supplémentaire PLFSS 2025 autour de 111 K€) ;
- L'acompte de mensualisation pour 4 200 K€ contre 3 300 K€ au BP 2024 : une recette pour le même montant est enregistrée comptablement ;
- L'entretien des réseaux pour 1 640 K€ contre 1 651 K€ au BP 2024 ;
- Les frais d'administration générale (FAG) pour 1 466 K€ contre 1 614 K€ au BP 2024 : il s'agit du remboursement par les budgets annexes de certaines dépenses de fonctionnement imputées dans le budget principal et eau potable ;
- Les dépenses de fonctionnement du service ;
- Les charges financières pour 900 K€ contre 1 250 K€ au BP 2024.



L'épargne brute s'élève donc à 8 895 K€. Cette épargne brute doit couvrir à minima les opérations d'ordre (les dotations aux amortissements) soit 8 860 K€ estimées au BP 2025.

Elle sert in fine à autofinancer une partie des investissements (36 302 K€ inscrits au BP2025) et donc à réduire le recours à l'emprunt qui génère des frais financiers.

## **7.2 Les dépenses réelles d'investissement et le financement de la section d'investissement**

Les dépenses réelles de la section d'investissement s'élèvent à 36 302 K€ et correspondent aux dépenses suivantes :

- Programme d'équipement : 30 452 K€ au BP 2025 (31 392 K€ au BP 2024)
- Remboursement de la dette : 5 850 K€ au BP 2025 (5 807 K€ au BP 2024)

Les principales dépenses d'équipement du budget assainissement pour 2025 s'élèvent 30 452 K€ contre 31 392 K€ au BP 2024 et concernent notamment :

- Les travaux sur le siphon de l'îlet pour 8 700 K€ ;
- Les travaux sur les réseaux d'assainissement pour 15 203 K€ dont 8 500 K€ en lien avec la création de nouvelles lignes de tramway ;
- Les travaux sur le bassin tampon d'Etretat pour 2 120 K€ ;
- Les travaux d'exploitation des usines pour 1 294 K€.

Outre l'autofinancement (8 895 K€), ces dépenses sont financées par :

- Des subventions à hauteur de 150 K€ ;
- Du remboursement de FCTVA à hauteur de 3 578 K€ (en baisse de 374 K€ en lien avec le PLF 2025).

L'équilibre de la section d'investissement se fait via un emprunt à hauteur de 23 674 K€. La totalité de cet emprunt ne sera pas réalisée et dépendra du taux de réalisation des investissements et des résultats reportés.

## **8 Le budget de l'eau en zone industrielle**

La Communauté urbaine est également concessionnaire de réseau, puisqu'elle distribue pour le compte d'HAROPA port du Havre de l'eau potable et de l'eau industrielle.

Ce budget permet l'achat et la distribution d'eau industrielle pompée en Seine, la gestion de l'ensemble des équipements (Usine, réservoirs de stockage), la réalisation des programmes d'entretien, de réhabilitation des réseaux, des installations et la réalisation de nouveaux projets comme la sécurisation des installations de pompage. Il permet également la distribution de l'eau potable sur l'ensemble de la zone industrialo-portuaire du Havre.

### **8.1 En section de fonctionnement**

#### **8.1.1 Les recettes réelles de fonctionnement**

Les recettes réelles de ce budget s'élèvent à 6 555 K€.

La principale recette provient de la vente d'eau potable et industrielle qui représente 6 373 K€ au BP 2025 contre 5 684 K€ au BP 2024.



Il est prévu que les tarifs de l'eau zone industrielle augmentent en 2025 de 3,8%.

Les autres recettes principales correspondent à des redevances reversées en grande partie à l'Agence de l'Eau.

### 8.1.2 Les dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement au budget eau zone industrielle (5 288 K€) sont constituées principalement de :

- L'achat d'eau industrielle sur Port Jérôme pour 2 600 K€ ;
- Les charges de personnel pour 461 K€ (dont 7 K€ de coût supplémentaire suite au PLFSS 2025) ;
- L'achat d'eau potable sur le réseau urbain pour 900 K€ ;
- L'entretien des réseaux pour 155 K€ ;
- Les frais d'administration générale (FAG) pour 163 K€ contre 183 K€ au BP 2024 : il s'agit du remboursement par les budgets annexes de certaines dépenses de fonctionnement imputées dans le budget principal et le budget eau potable ;
- Les charges financières pour 80 K€ contre 112 K€ au BP 2024.

L'épargne brute s'élève donc à 1 267 K€. Cette épargne brute doit couvrir à minima les opérations d'ordre (les dotations aux amortissements) soit 775 K€ estimées au BP 2025.

Elle sert in fine à prendre en charge une partie des investissements (1 392 K€ inscrits au BP2025) et donc à réduire le recours à l'emprunt qui génère des frais financiers.

## **8.2 Les dépenses réelles d'investissement et le financement de la section d'investissement**

Les dépenses de la section d'investissement s'élèvent à 1 392 K€ et correspondent aux dépenses suivantes :

- Programme d'équipement : 1 012 K€ au BP 2024 (1 237 K€ au BP 2024)
- Remboursement de la dette : 380 K€ au BP 2025 (montant identique au BP 2024)

Les principales dépenses d'équipement du budget eau zone industrielle s'élèvent 1 012 K€ contre 1 237 K€ au BP 2024 et concernent notamment :

- Les travaux sur les réseaux de l'eau zone industrielle pour 713 K€ dont 600 K€ pour la défense incendie Port 2000 ;
- L'exploitation des usines pour 113 K€ ;
- Les travaux sur les ouvrages industriels pour 100 K€.

Outre l'autofinancement (1 267 K€), l'équilibre de la section d'investissement se fait via un emprunt à hauteur de 125 K€. La totalité de cet emprunt ne sera pas réalisée et dépendra du taux de réalisation des investissements et des résultats reportés.

## **9 Les budgets annexes des zones et parcs d'activités et des opérations immobilières**

Pour mémoire, les autres budgets annexes sont les suivants :

- Zone d'Activités Economiques Parc Eco Normandie situé à Saint-Romain-de-Colbosc ;



- Zone d'Aménagements Concertés des Courtines situé à Harfleur ;
- Zone d'Aménagements Concertés des Jonquilles situé à Gainneville ;
- Parc d'activités Jules Durand situé au Havre ;
- Zone Artisanale de l'Ormerie situé à Criquetot-l'Esneval ;
- Opérations immobilières – budget portant des acquisitions et des travaux dans le cadre des opérations de rénovation urbaine.

## **9.1 En section de fonctionnement**

### **9.1.1 Les recettes réelles de fonctionnement**

Les recettes réelles de fonctionnement **des autres budgets annexes** (2 738 K€) sont constituées :

- De ventes de terrains sur la zone d'activités du Parc Eco Normandie (420 K€) ;
- De ventes de terrains sur la Zone d'activités des Courtines (32 K€) ;
- De loyers sur la Zone d'activités des Jonquilles (1 K€) ;
- De ventes de terrains sur la zone d'activités économiques Jules Durand (750 K€) ;
- De ventes de terrains sur la Zone Artisanale de l'Ormerie (60 K€) ;
- De ventes de terrains sur le budget des opérations immobilières (815 K€) ;
- De subventions sur le budget des opérations immobilières (660 K€).

### **9.1.2 Les dépenses réelles de fonctionnement**

Les dépenses réelles de fonctionnement des autres budgets annexes (2 711 K€) concernent notamment :

- Le Parc Eco Normandie (44 K€) ;
- La Zone d'activités des Jonquilles (10 K€) ;
- La Zone d'activités économiques Jules Durand (1 224 K€ suite à l'annulation d'une cession de terrain) ;
- Les opérations immobilières (1 433 K€ pour les 14 opérations en cours). Il s'agit d'acquisition et de travaux dans le cadre des opérations de rénovation urbaine

## **9.2 Les dépenses réelles d'investissement et le financement de la section d'investissement**

Aucune dépense d'équipement en tant que telle n'est prévue au BP 2025. Les principales dépenses d'investissement prévues sur les autres budgets annexes pour 2025 s'élèvent à 478 K€ concernant notamment :

- Le remboursement de la dette du budget Parc Eco Normandie (314 K€) ;
- Le remboursement d'avance au budget principal par le budget parc éconormandie (62 K€) ;
- Le remboursement d'avance au budget principal par le budget de la Zone de l'Ormerie (60 K€) ;
- Le remboursement d'avance au budget principal par le budget opérations immobilières (41 K€) ;
- Les cautions liées aux opérations immobilières (1 K€).



Outre l'autofinancement, ces dépenses sont financées par des avances du budget principal à hauteur de 483 K€ (474 K€ sur la zone d'activités économiques Jules Durand et 9 K€ sur la Zone d'activités des Jonquilles).

## 10 Les dépenses de personnel

### 10.1 Tableau des effectifs

Le tableau des effectifs s'établit au 31 août 2024 à 1 319 emplois permanents avec une répartition comme suit :

Catégorie	Statut	AU 31/08/2024
A	Fonctionnaires (titulaires et stagiaires)	154
	Contractuels occupant un emploi permanent (hors remplaçants)	88
<b>TOTAL A</b>		<b>242</b>
B	Fonctionnaires (titulaires et stagiaires)	219
	Contractuels occupant un emploi permanent (hors remplaçants)	112
<b>TOTAL B</b>		<b>331</b>
C	Fonctionnaires (titulaires et stagiaires)	584
	Contractuels occupant un emploi permanent (hors remplaçants)	61
<b>TOTAL C</b>		<b>645</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1218</b>

\*la différence entre 1 319 emplois permanents et les 1 218 agents rémunérés s'explique par les postes vacants. Le budget proposé tient compte des postes effectivement pourvus et d'une budgétisation proratisée des postes vacants.

A noter que la moyenne d'âge est d'un peu plus de 44 ans, que la filière technique représente près de 68% des effectifs et que la part des femmes est de 35%.

Ces effectifs se répartissent comme suit par budget :

AU 31/08/2023	Budget Principal	Budget Transports publics	Budget assainissement	Budget eau potable	Budget eau zone industrielle	Budget Collecte et recyclage
Personnels rémunérés au 31/08/2023	716	11	106	101	8	274



Postes permanents tableau des effectifs	783	11	114	110	8	293
--	-----	----	-----	-----	---	-----

## **10.2 Budget 2025, éléments exogènes et adaptation aux projets de la communauté urbaine :**

La hausse des charges de masse salariale, tous budgets confondus, (hors conventions de services partagés) proposée est cette année de 3,35 % (1,53% avant PLFSS 2025 et la hausse des cotisations CNRACL).

(Tous budgets confondus, en €)	2024	2025	
BP charges de personnel	69 121 625	71 438 246	+ 3,35 %

Au total les mesures proposées dans le cadre du projet de loi de finances de sécurité sociale représentent un surcoût global pour les budgets de la Communauté urbaine de 1 256 K€ (dont 722 K€ pour le budget principal).

Les évolutions diffèrent cependant selon les budgets.

Evolution de la masse salariale par budget :

Budget Principal	Budget Transports publics	Budget assainissement	Budget eau potable	Budget eau zone industrielle	Budget Collecte et recyclage
+ 4,14 %	+ 10,89 %	+ 4,39 %	+ 2,13 %	+ 4,00 %	+ 0,99 %

En 2025, la masse salariale représentera 19,66 % des dépenses de fonctionnement globales (hors doubles comptes), soit un montant de 76,8 M€ pour le BP 2025 répartis entre les charges de personnel (71,4 M€) et les conventions de services partagés (5,4 M€).

Les principales explications de ces évolutions budgétaires sont les suivantes :

### **Une hausse naturelle de la masse salariale maîtrisée**

Le glissement vieillesse technicité (GVT) représente cette année une hausse d'environ 0,53 %. Ces effets sont en grande partie compensés par un effet noria (différence indiciaire entre les départs et les recrutements) néanmoins moindre que les autres années (-0,5 %).

	Budget Principal	Budget Transports publics	Budget Assainissement	Budget eau potable	Budget eau zone industrielle	Budget collecte et recyclage	Total
Hausse par budget	+16 000 €	+ 1 000 €	- 41 000 €	-35 000 €	- 500 €	+ 85 000 €	+ 26 500 €

### **Une revalorisation du régime indemnitaire**

Les revalorisations et modifications du RIFSEEP telles que précisées au chapitre précédent se chiffrent ainsi :



	Budget Principal	Budget Transports publics	Budget Assainissement	Budget eau potable	Budget eau zone industrielle	Budget collecte et recyclage	Total
Hausse par budget	+ 328 000 €	+ 500 €	+ 20 000 €	+12 000 €	+ 500 €	+ 35 000 €	+ 395 500 €

#### Des effectifs tant permanents que non permanents qui s'adaptent aux projets de la mandature

Les effectifs budgétés pour 2024 continuent d'évoluer légèrement pour s'adapter aux besoins des services et aux évolutions de la collectivité. Ainsi l'effectif du budget collecte et recyclage diminue de 3 postes malgré la création d'un poste de technicien relatif à la gestion des biodéchets. En effet, ce budget tient compte de la réorganisation de la collecte des ordures ménagères. A noter cependant que le montant budgété pour les remplaçants continue d'augmenter pour s'adapter aux besoins réels.

Par ailleurs, l'effectif du budget principal augmente cette année notamment avec la création de postes en urbanisme pour la reprise de l'instruction des aides à la pierre et le contrôle des actes d'urbanisme. Des renforts dans les services supports (comptable, contrôleur de gestion, assistante RH...) ont été également effectués.

A noter par ailleurs le recrutement au budget transport et au budget principal de postes non permanents supplémentaires pour accompagner le projet tramway.

	Budget Principal	Budget Transports publics	Budget assainissement	Budget eau potable	Budget eau zone industrielle	Budget collecte et recyclage	Total
Détail par budget	+ 645 000 €	+ 150 000 €	+ 109 000 €	+ 76 000 €	+ 0 €	- 12 000 €	+ 698 000 €

Par ailleurs la provision pour poste vacant a été calée selon les budgets pour tenir de l'évolution de ces derniers et vient pondérer ces prévisions.

Des mesures exogènes très impactantes pour le budget masse salariale :

Enfin, le budget 2025 a été ajusté de manière à tenir compte de la réalité des évolutions réglementaires: ainsi la compensation de la hausse d'un point de la CNRACL ne sera finalement pas pérennisée et 4 points supplémentaires sont annoncées pour 2025 ayant un impact non négligeable.

Cette augmentation représente à elle seule 44% de la hausse de la masse salariale 2025.

Hausse de 4 pts CNRACL	Budget Principal	Budget Transports publics	Budget assainissement	Budget eau potable	Budget eau zone industrielle	Budget collecte et recyclage	Total
Détail par budget	+ 580 000 €	+ 12 000 €	+ 90 000 €	+ 90 000 €	+ 7 000 €	+ 250 000 €	+ 1 019 000 €

## 11 Les caractéristiques de l'endettement

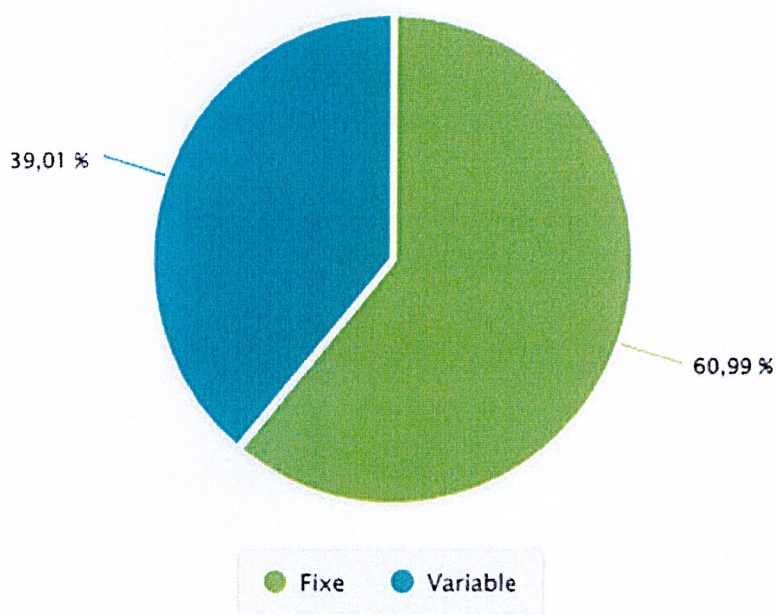
L'encours total de la dette consolidée est de 317,70 M€ au 31 décembre 2024 (hors emprunts à lever avant la fin 2024).



Ce capital restant dû intègre l'avance remboursable de 6 M€ accordée en 2021 par l'Etat pour pallier les pertes de recettes du budget annexe Transports Publics liées à la COVID-19. Le remboursement de cette avance a débuté en 2023 et prendra fin en 2030.

En 2024, la Communauté urbaine a d'ores et déjà emprunté 10 M€ à taux variable (Euribor 3M + 0,74) au titre du budget principal et 10 M€ à taux fixe (3,29%) au titre du budget Transports Urbains auprès de la Banque Postale.

Cet encours est composé à 60,99 % d'emprunts à taux fixe portant un taux moyen 2,96% et à 39,01 % d'emprunts à taux indexé pour un taux moyen de 3,87 %.



Le taux moyen global s'élève à 3,31 %.

Au vu de la conjoncture actuelle, le taux variable moyen de la Communauté Urbaine est passé de 0,16 % au 31 décembre 2021 à 4,74 % fin 2023, puis 3,87 % fin 2024.

Cet encours est exclusivement classé "1A" selon la charte Gissler (classement le plus sécurisé en terme de typologie d'emprunts et d'indices) puisque composé uniquement d'emprunts à taux fixe simple ou d'emprunts à taux variable simple à partir d'indices de la zone euro.

Les principaux prêteurs sont la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour 18,75 % de l'encours, le Crédit Foncier (regroupe les prêts Caisse d'épargne et BRED) pour 16,92%, la SFIL (notamment les derniers prêts de la Banque Postale) pour 15,82 % et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) pour 14,22 %.



Structure de la dette au 31/12/2024								
	Encours en €	Répartition par type de taux		Taux Moyen			Durée de vie moyenne	Nombre de ligne
		Fixe	Variable	Fixe	Variable	Global		
Dette Globale	317 695 508	60,99%	39,01%	2,96%	3,87%	3,31%	7 ans et 6 mois	146
Budget principal	149 556 619	58,82%	41,18%	3,01%	3,95%	3,40%	7 ans et 7 mois	51
Assainissement	28 815 442	55,25%	44,75%	2,66%	3,80%	3,17%	3 ans	47
Eau Potable	7 215 623	87,30%	12,70%	3,31%	4,06%	3,40%	1 ans et 10 mois	29
Eau Zone Industrielle	3 420 000	50,00%	50,00%	1,22%	3,56%	2,39%	4 ans et 6 mois	2
Transports publics	113 014 982	62,82%	37,18%	3,29%	3,74%	3,46%	8 ans et 9 mois	12
Collecte et recyclage	13 331 964	64,05%	35,95%	0,83%	4,06%	1,99%	8 ans et 8 mois	4
ZAE Parc Eco Normandie	2 340 878	100,00%	0,00%	0,83%	0,00%	0,83%	3 ans et 8 mois	1

Concernant 2025, les perspectives en matière de dette dépendront principalement de cinq facteurs : les mesures à caractère financier qui seront adoptées par le Gouvernement dans le cadre de la loi de finances 2025, le niveau d'épargne brute dégagée chaque année et qui autofinance tout ou partie des investissements, le niveau d'investissement et son taux de réalisation, le taux de financement obtenu sur ces dépenses d'investissement et les excédents reportés sur certains budgets.

Pour cet exercice budgétaire, une hypothèse d'emprunts de 130 à 150 M€ semble réaliste pour financer les investissements 2025, notamment le projet Tramway.

Compte tenu du niveau d'investissement décidé sur le PPAC 2021/2026, une hausse de la dette dans les prochaines années est en cours dans la limite choisie d'un ratio de désendettement maximal de 12 ans sur le budget principal.

## **12 L'épargne brute, l'épargne nette et la capacité d'autofinancement**

L'épargne brute est la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement y compris les intérêts financiers. Ce flux dégagé chaque année permet de rembourser le capital des emprunts et de couvrir en totalité ou en partie les investissements. Celle-ci s'élèverait au BP 2025 à 58,05 M€ contre 55,83 M€ au titre de 2024.

Sans les mesures du projet de loi de finances 2025 et projet de loi de finances de la sécurité sociale 2025, l'épargne brute de la Communauté urbaine aurait dû atteindre plus de 68 M€.

L'épargne nette correspond à l'épargne brute diminuée des remboursements en capital de la dette. Elle permet de participer au financement des dépenses d'équipement. Celle-ci s'élèverait au BP 2025 à 26,37 M€ contre 25,56 M€ au titre de 2024.

Ces chiffres sont ceux issus du budget primitif. Dans les faits, l'épargne brute réelle est jusqu'à présent toujours supérieure à celle annoncée au Budget primitif, le taux de réalisation des dépenses de fonctionnement étant quasiment toujours légèrement inférieur à 100% et celui des recettes de fonctionnement souvent légèrement supérieur.



Décomposition de l'épargne brute et nette des principaux budgets annexes (K€)

Budget Principal	CA 2021	CA 2022	CA 2023	BP 2025
Epargne brute	36 580	33 828	32 885	20 743
Remboursement capital	10 432	10 497	10 583	14 135
Epargne nette	26 148	23 331	22 302	6 608

Budget transports publics	CA 2021	CA 2022	CA 2023	BP 2025
Epargne brute	15 106	11 837	12 136	13 472
Remboursement capital	4 942	4 989	5 788	7 002
Epargne nette	10 164	6 848	6 348	6 470

Budget eau potable	CA 2021	CA 2022	CA 2023	BP 2025
Epargne brute	16 483	13 744	8 680	7 097
Remboursement capital	2 518	2 677	2 575	3 247
Epargne nette	13 965	11 067	6 105	3 850

Budget assainissement	CA 2021	CA 2022	CA 2023	BP 2025
Epargne brute	13 957	12 110	10 453	8 895
Remboursement capital	5 553	5 743	5 713	5 850
Epargne nette	8 403	6 367	4 740	3 045

Budget eau zone industrielle	CA 2021	CA 2022	CA 2023	BP 2025
Epargne brute	2 218	2618	1 515	1 267
Remboursement capital	380	380	380	380
Epargne nette	1 838	2 238	1 135	887

Budget cycle des déchets	CA 2021	CA 2022	CA 2023	BP 2025
Epargne brute	2 482	6 164	2 980	6 550
Remboursement capital	121	536	743	750
Epargne nette	2 360	5 628	2 237	5 800

Tous budgets	CA 2021	CA 2022	CA 2023	BP 2025
Epargne brute	80 253	81 780	74 709	58 050
Remboursement capital	24 370	25 228	26 191	31 679
Epargne nette	55 883	56 552	48 518	26 371



## 13 Tableaux de synthèse des dépenses et des recettes

### Répartition par budget (en K€)

	Dépenses		Variation Dépenses BP24/25	Recettes		Variation Recettes BP24/25
	BP 2024	BP 2025		BP 2024	BP 2025	
<b>Budget principal</b>	<b>350 505</b>	<b>337 068</b>	<b>-3,83%</b>	<b>350 505</b>	<b>337 068</b>	<b>-3,83%</b>
Investissement	123 647	111 207	-10,06%	106 217	90 464	-14,83%
Fonctionnement	226 858	225 861	-0,44%	244 288	246 604	0,95%
<b>Budgets annexes</b>						
<b>Assainissement</b>	<b>61 543</b>	<b>61 714</b>	<b>0,28%</b>	<b>61 543</b>	<b>61 714</b>	<b>0,28%</b>
Investissement	37 199	36 302	-2,41%	23 969	27 408	14,35%
dont refinancement						
Fonctionnement	24 344	25 411	4,38%	37 575	34 306	-8,70%
<b>Eau potable</b>	<b>50 449</b>	<b>62 639</b>	<b>24,16%</b>	<b>50 449</b>	<b>62 639</b>	<b>24,16%</b>
Investissement	21 660	34 462	59,10%	13 947	27 366	96,21%
dont refinancement						
Fonctionnement	28 788	28 177	-2,12%	36 502	35 274	-3,36%
<b>Eau industrielle</b>	<b>6 424</b>	<b>6 679</b>	<b>3,97%</b>	<b>6 424</b>	<b>6 679</b>	<b>3,97%</b>
Investissement	1 617	1 392	-13,95%	559	125	-77,69%
Fonctionnement	4 807	5 288	9,99%	5 866	6 555	11,75%
<b>Transports publics</b>	<b>134 847</b>	<b>230 750</b>	<b>71,12%</b>	<b>134 847</b>	<b>230 750</b>	<b>71,12%</b>
Investissement	36 281	133 920	269,12%	23 890	120 448	404,18%
dont refinancement						
Fonctionnement	98 566	96 830	-1,76%	110 957	110 302	-0,59%
<b>Collecte et Recyclage</b>	<b>60 540</b>	<b>60 726</b>	<b>0,31%</b>	<b>60 540</b>	<b>60 726</b>	<b>0,31%</b>
Investissement	13 710	13 395	-2,30%	9 543	6 845	-28,27%
Fonctionnement	46 830	47 331	1,07%	50 997	53 881	5,66%
<b>ZAE Parc Econormandie</b>	<b>600</b>	<b>420</b>	<b>-30,00%</b>	<b>600</b>	<b>420</b>	<b>-30,00%</b>
Investissement	439	376	-14,22%	0	0	
Fonctionnement	161	44	-72,95%	600	420	-30,00%
<b>Parc des Courtines</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>0,00%</b>
Investissement	0	0	#DIV/0!	0	0	#DIV/0!
Fonctionnement	0	0	0,00%	32	32	0,00%
<b>Parc des Jonquilles</b>	<b>20</b>	<b>10</b>	<b>-49,99%</b>	<b>20</b>	<b>10</b>	<b>-49,99%</b>
Investissement	0	0	#DIV/0!	20	9	-55,00%
Fonctionnement	20	10	-49,99%	0	1	20000,00%
<b>Jules Durand</b>	<b>350</b>	<b>1 224</b>	<b>249,72%</b>	<b>350</b>	<b>1 224</b>	<b>249,72%</b>
Investissement	350	0	-100,00%	0	474	#DIV/0!
Fonctionnement	0	1 224	NS	350	750	114,28%
<b>ZA Ormerie</b>	<b>60</b>	<b>60</b>	<b>0,00%</b>	<b>60</b>	<b>60</b>	<b>0,00%</b>
Investissement	60	60	0,00%	0	0	#DIV/0!
Fonctionnement	0	0	0,00%	60	60	0,00%
<b>Opérations immobilières</b>	<b>1 719</b>	<b>1 475</b>	<b>-14,20%</b>	<b>1 719</b>	<b>1 475</b>	<b>-14,20%</b>
Investissement	1	42	4083,30%	1 018	0	-100,00%
Fonctionnement	1 718	1 433	-16,58%	701	1 475	110,49%
<b>TOTAL</b>	<b>667 057</b>	<b>762 765</b>	<b>14,35%</b>	<b>667 089</b>	<b>762 796</b>	<b>14,35%</b>
Investissement	234 964	331 156	40,94%	179 163	273 137	52,45%
Fonctionnement	432 093	431 609	-0,11%	487 926	489 659	0,36%

Hors mouvements d'ordre et avec doubles comptes

(\*) Budget 2025 voté en suréquilibre de 31 K€ du fait du budget annexe : ZAC des Courtines, dont les recettes sont supérieures aux dépenses



## Répartition par compétence (en K€)

DEPENSES (En K€)	BP 2025 Inv	BP 2025 Fonc	BP 2025 Total	RECETTES (En K€)	BP 2025 Inv	BP 2025 Fonc	BP 2025 Total
<b>Attractivité</b>	<b>19 359</b>	<b>14 025</b>	<b>33 384</b>	<b>Contribution Economique Territoriale et autres recettes fiscales</b>	<b>4 000</b>	<b>57 400</b>	<b>61 400</b>
Développement économique	5 368	3 024	8 392				
Parcs d'activités	1 510	1 482	2 992				
Tourisme et pays d'art et d'histoire	9 703	5 603	15 306				
Attractivité		1 317	1 317	<b>Les compensations suite à :</b>			
Enseignement supérieur	1 948	1 283	3 231	<b>la suppression de la TP</b>	<b>0</b>	<b>53 499</b>	<b>53 499</b>
Agriculture	167	325	492	<b>la suppression de la TH</b>		<b>56 573</b>	<b>56 573</b>
Très Haut Débit	118	251	369	<b>DGF et autres</b>			
Aéroport	545	740	1 285	<b>dotations de compensation</b>	<b>0</b>	<b>46 211</b>	<b>46 211</b>
<b>Voirie et mobilité</b>	<b>157 434</b>	<b>109 657</b>	<b>267 091</b>	<b>Dotation générale de décentralisation</b>	<b>0</b>	<b>2 820</b>	<b>2 820</b>
Transports publics et scolaires	21 639	86 649	108 288	DGD Hygiène		1 669	1 669
Plan vélo et points d'arrêt	6 199	402	6 601	DGD Transport		1 151	1 151
Voirie	24 317	18 298	42 615	<b>Versement et autres recettes transports</b>	<b>15 782</b>	<b>81 658</b>	<b>97 440</b>
Tramway	105 279	4 308	109 587	Versement mobilité		63 480	63 480
<b>Urbanisme et Habitat</b>	<b>7 678</b>	<b>6 263</b>	<b>13 941</b>	Transports - recettes usagers		13 677	13 677
Habitat	5 660	4 553	10 213	Subventions	15 282		15 282
Politique de la ville	0	527	527	Autres recettes Transports Tramway	500	4 501	5 001
Urbanisme	600	1 183	1 783				
Réserves foncières	1 418		1 418	<b>Recettes eau et assainissement</b>	<b>1 317</b>	<b>71 485</b>	<b>72 802</b>
<b>Cycle de l'eau, assainissement, fluides et déchets *</b>	<b>82 139</b>	<b>100 279</b>	<b>182 418</b>	Redevances et ventes d'eau		52 296	52 296
Eau pluviale - gestion des rivières	7 124	2 838	9 962	Subventions d'équipement	897		897
Assainissement	30 200	22 645	52 845	Autres recettes	420	19 189	19 609
Eau potable	31 163	25 783	56 946				
Eau zone industrielle	1 008	5 045	6 053	<b>Recettes gestion des déchets</b>	<b>618</b>	<b>51 634</b>	<b>52 252</b>
Collecte et Recyclage	12 644	43 968	56 612	TEOM		42 900	42 900
<b>Résilience des territoires</b>	<b>2 644</b>	<b>15 705</b>	<b>18 349</b>	Subventions d'équipement	613	185	798
Risques majeurs et environnement ind.	446	11 965	12 411	Autres recettes	5	8 549	8 554
Santé	915	1 494	2 409				
Hygiène salubrité	12	759	771	<b>Autres recettes du budget principal</b>	<b>26 391</b>	<b>24 812</b>	<b>51 203</b>
Développement durable, air, bruit	1 118	778	1 896	Attribution de compensation négative	2 440	1 400	3 840
Parc de Rouelles	153	621	774	Subventions et participations	19 220	1 346	20 566
Frais communs		88	88	Taxe de séjour		1 400	1 400
<b>Animation, Culture, Sport et</b>	<b>7 137</b>	<b>14 521</b>	<b>21 658</b>	Diverses recettes budget principal	4 731	13 066	17 797
Equipements culturels et sportifs	6 396	12 681	19 077	Revente de pièce détachées aux BA		7 600	7 600
Petite enfance et école	355	1 341	1 696				
Maison du territoire	70	473	543	<b>ZAC recettes diverses</b>	<b>0</b>	<b>2 738</b>	<b>2 738</b>
Guichet Multicanal	316	26	342	Subventions	0	570	570
Frais communs		0	0	Locations ou cessions terrains et immeubles		2 078	2 078
<b>Reversements de fiscalité</b>	<b>3 200</b>	<b>68 632</b>	<b>71 832</b>	Divers	0	90	90
Attribution de compensation		39 344	39 344				
Dotation de solidarité communautaire		20 645	20 645	<b>Programme d'emprunts</b>	<b>211 093</b>	<b>0</b>	<b>211 093</b>
Péréquation horizontale		3 000	3 000				
Contribution aux comptes des Finances Publiques		1 777	1 777				
Reversement fraction de TVA		500	500	<b>Remboursement de TVA</b>	<b>12 719</b>	<b>0</b>	<b>12 719</b>
Reversement de fiscalité		3 366	3 366	FC TVA	12 719	0	12 719
Taxe d'aménagement	3 200	0	3 200				
<b>Remboursement de la dette</b>	<b>31 679</b>	<b>12 944</b>	<b>44 623</b>				
Capital	31 679		31 679				
Intérêts et frais assimilés		12 944	12 944				
<b>Autres dépenses</b>	<b>15 119</b>	<b>46 054</b>	<b>61 173</b>				
Conventions de services partagés	0	6 860	6 860				
Pilotage des moyens généraux	15 119	39 194	54 313				
Reversement d'excédent							
<b>Réserves pour imprévues</b>	<b>3 550</b>	<b>2 700</b>	<b>6 250</b>				
<b>Total sans doubles comptes</b>	<b>329 939</b>	<b>390 780</b>	<b>720 719</b>	<b>Total sans doubles comptes</b>	<b>271 920</b>	<b>448 830</b>	<b>720 750</b>

\* Hors dépenses du CETCO intégrés dans les dépenses des services transversaux



Rappel Total sans doubles comptes	329 939	390 780	720 719
<b>Doubles comptes</b>			
<i>Equilibre Budget transports publics</i>	0	27 493	27 493
<i>Avances Budgets annexes ZAC</i>	483	0	483
<i>Remboursements avances des ZAC</i>	163		163
<i>Reversement Budget Gestion des Déchets</i>	0	2 247	2 247
<i>Contribution Eau Pluviale</i>	0	4 538	4 538
<i>CETCO</i>	571	0	571
<i>Frais d'administration Générale réimputés sur les budgets annexes</i>	0	6 551	6 551
<i>Opérations comptables de gestion de la trésorerie</i>	0	0	0
<b>Total général hors résultat</b>	<b>331 156</b>	<b>431 609</b>	<b>762 765</b>

<b>Reprise des résultats</b>	0	0	0
<b>Total général avec reprise des résultats</b>	<b>331 156</b>	<b>431 609</b>	<b>762 765</b>

Rappel Total sans doubles comptes	271 920	448 830	720 750
<b>Doubles comptes</b>			
<i>Equilibre Budget transports publics</i>	0	27 493	27 493
<i>Avances Budgets annexes ZAC</i>	483	0	483
<i>Remboursements avances des ZAC</i>	163	0	163
<i>Reversement Budget Gestion des Déchets</i>	0	2 247	2 247
<i>Contribution Eau Pluviale</i>	0	4 538	4 538
<i>CETCO</i>	571	0	571
<i>Frais d'administration Générale réimputés sur les budgets annexes</i>	0	6 551	6 551
<i>Opérations comptables de gestion de la trésorerie</i>	0	0	0
<b>Total général hors résultat</b>	<b>273 137</b>	<b>489 659</b>	<b>762 796</b>

<b>Reprise des résultats</b>	0	0	0
<b>Total général avec reprise des résultats</b>	<b>273 137</b>	<b>489 659</b>	<b>762 796</b>